

Les
Bombardements Aériens

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 23 Novembre 1923, à 3 heures 1/2

PAR

J. BOURUET-AUBERTOT

Licencié ès-Lettres

Avocat à la Cour de Paris

Membre du Comité Juridique International de l'Aviation

Pilote-Aviateur

Président : M. ROLLAND, Professeur.

Suffragants : MM. DE LAPRADELLE, Professeur.

BASDEVANT, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les

Bombardements

Aériens

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les
Bombardements Aériens

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 23 Novembre 1923, à 3 heures 1/2

PAR

J. BOURUET-AUBERTOT

Licencié ès-Lettres

Avocat à la Cour de Paris

Membre du Comité Juridique International de l'Aviation

Pilote-Aviateur

Président : M. ROLLAND, Professeur.

Suffragants : MM. DE LAPRADELLE, Professeur.

BASDEVANT, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1923

CHAPITRE PREMIER

LES FAITS ET LES PROBLÈMES QU'ILS POSENT

§ 1. *Les Faits*

Des savants, des artistes, des érudits, des philosophes essayèrent fréquemment, au cours des siècles, d'imaginer les appareils qui permettraient à l'homme de s'élever dans les airs. Mais on attachait peu d'importance à ces utopies de lettrés et aux travaux chimériques des inventeurs.

Ce fut avec stupeur qu'à la fin du XVIII^e siècle on aperçut dans le ciel les premiers aérostats. Les pouvoirs publics s'efforcèrent de rassurer les foules effrayées par des machines « qui ne peuvent causer aucun mal et dont il est à présumer qu'on fera, quelque jour, des applications utiles aux besoins de la Société » (1).

Pourtant, à l'époque des conceptions utopiques, on ne songeait pas seulement à la construction d'engins inoffensifs. On prévoyait l'emploi d'aéronefs de guerre. Un jésuite de Brescia envisageait, dès le XVII^e siècle, des opérations de bombardement. « Qui ne voit, écrivait-il en 1670, que pas une cité ne serait à l'abri d'une surprise ; à tout instant la nacelle pourrait se diriger vers elle et, atterrissant, descendre des soldats ; elle pourrait aussi s'en prendre aux

(1) *Avertissement au peuple*. 3 septembre 1783.

maisons particulières et aux navires ; elle pourrait, en jetant de lourds poids, détruire les cordages ou encore fusiller les équipages, incendier les bâtiments eux-mêmes, à l'aide de feux artificiels et de bombes : plus de sécurité, ni pour les navires donc, ni pour les maisons, ni pour les châteaux, ni pour les villes. » (2)

Dès l'apparition des ballons, on chercha à les utiliser pour le lancement de projectiles. En 1812, les Russes avaient formé le projet d'anéantir la Grande Armée au moyen de bombes jetées du haut d'un aérostat. L'appareil pouvait porter jusqu'à 50 hommes. Il devait accabler de mitraille le Quartier Général français. Mais il ne fut pas prêt à temps.

Les Autrichiens firent usage, en 1849, pendant le siège de Venise, de 200 petits aérostats chargés de projectiles. Chaque ballon emportait une bombe de 24 à 30 livres, munie d'une mèche enflammée. L'attaque échoua piteusement. Au lieu d'éclater au-dessus de la ville, les engins, ramenés par le vent, firent explosion sur le camp autrichien, d'où ils avaient été lancés.

Ces tentatives malheureuses ne furent pas renouvelées. Il était manifestement impossible de bombarder efficacement, tant que les aérostats seraient incapables d'évoluer librement dans l'espace.

A partir de l'année 1900, les progrès techniques se succédèrent avec une extraordinaire rapidité. Les grands Etats se constituèrent aussitôt des flottes aériennes. Dès 1911, l'Allemagne possédait 26 dirigeables militaires. Des Zeppelins, enlevant 25 pas-

(2) F. LANA, *Prodromo overa saggio di alcune inventioni nuove*.

sagers et se déplaçant à une vitesse de 75 kilomètres à l'heure prirent part, en novembre 1911, à des manœuvres de jour et de nuit.

On vit des avions et des dirigeables effectuer les premiers raids aériens au cours de la guerre italo-turque. L'utilisation des aéronefs entraînait ainsi dans la pratique des armées.

Pendant le conflit de 1914, les adversaires s'efforcèrent constamment de perfectionner les appareils et d'augmenter les effectifs de l'Aéronautique de leurs armées.

La France, qui possédait seulement 134 avions militaires au début de la guerre, disposait, à l'armistice, de 5.800 appareils avec 17.000 pilotes nouveaux (3).

La marine employait alors 37 dirigeables avec un personnel de 2.657 hommes, comprenant 175 pilotes. Ces dirigeables ont effectué, en 1918, 2.201 ascensions, pour un parcours global de 850.000 kilomètres.

Les avions n'emportèrent d'abord que des grenades ou des obus de petit calibre. Les projectiles devinrent, dans la suite, de plus en plus puissants. On utilisait toute une gamme de bombes : petites bombes de 10 kilos, bombes de 25 et de 50 kilos, les plus employées peut-être, bombes de 100 kilos, de 200 kilos, de 500 kilos. La mise au point de bombes de 1.000 kilos avait même été achevée avant la fin des hostilités.

On vit des escadrilles opérant à faible altitude

(3) A l'armistice, il y avait en service, au front :

15 escadrilles de bombardement de jour, avec 5 escadrilles de protection, et 14 escadrilles de bombardement de nuit.

accabler de projectiles les réserves ennemies. Le 4 juin 1918, 120 avions de bombardement, volant à 600 mètres, ont attaqué par deux fois des troupes d'assaut dissimulées dans le ravin de la Savière, à l'est de la forêt de Villers-Cotterets. Les escadrilles les anéantirent en déversant sur elles 7.200 bombes (4).

Au cours des hostilités, les aéronefs ne se bornèrent pas à lancer leurs projectiles sur le champ de bataille (5). Franchissant la zone de combat, ils sont allés frapper les villes de l'arrière. On se souvient des nombreuses attaques dirigées contre Paris et contre Londres.

Dès le mois de mai 1915, 18 avions, portant chacun 50 kilos de bombes, survolent Ludwigshafen. 23 avions attaquent Karlsruhe, le 15 juin 1915; 45 appareils bombardent Pechelbronn, le 30 juillet; 32 atteignent Sarrebrück, le 9 août suivant. Le 12 octobre 1916, les usines Mauser, à Oberndorf, reçoivent 4.340 kgs de bombes lancées par 40 avions.

On a pu frapper des objectifs encore plus éloignés. Le 22 septembre 1916, au cours d'un vol de 800 km., deux avions ont attaqué les usines Krupp à Essen. Le 17 novembre 1916, un avion a bombardé la gare de Munich, pour aller atterrir aux environs de Venise, après avoir parcouru 700 km. en 6 heures.

Le 20 juin 1916, un avion, parti de Nancy, a survolé Berlin et est descendu à Cholm, couvrant 1300 m. en 11 heures (6). On sait qu'un dirigeable

(4) DE LA VAULX : *Les Vainqueurs de l'Air*, p. 161.

(5) Le poids total des projectiles lancés a atteint 187 tonnes en 1916, 529 tonnes en 1917 et 3.569 tonnes en 1918.

(6) *Le Temps*, 25 juillet 1916.

autrichien a jeté des bombes sur Naples (7). Le 9 août 1918, une escadrille italienne est parvenue à lancer des proclamations sur Vienne (8).

Sans doute, les raids accomplis à de très grandes distances restaient exceptionnels. On pouvait, néanmoins, pressentir que les aéronefs atteindraient bientôt toutes les parties du territoire de l'adversaire.

Depuis la fin des hostilités, de nouveaux progrès ont été accomplis. Le 5 juin 1920, un avion a traversé l'Atlantique entre Terre-Neuve et l'Irlande, en 16 heures. Les 14 et 15 octobre 1922, un avion a volé pendant 34 heures 17 m. 7 s. (9). On a parcouru 1.915 km. 200 en 16 heures 42 m. 8 s., les 3 et 4 juin 1920 (10). Un avion a atteint, sur 500 km. la vitesse de 184 km. à l'heure, le 30 mars 1923 (11). Le même jour, un autre appareil réalisait, sur une distance de 1000 km. la moyenne de 150 km. à l'heure (12).

L'exploitation des lignes de transports a pris, pendant cette période, une prodigieuse extension. Dès la fin de 1919, 319.000 km. avaient été parcourus. Quatre Compagnies françaises, disposant de 46 appareils, avaient transporté 527 passagers, 7.000 kgs. de messagerie et 397 kgs. de poste.

169 avions étaient en service l'année suivante. Ils ont parcouru 850.000 kilomètres, transportant 982 passagers, 49.000 kgs de messagerie et 4.000 kgs de poste.

(7) *Journal des Débats*, 13 mars 1918.

(8) *Le Temps*, 11 août 1918.

(9) Record de durée.

(10) Record de distance.

(11) Record de vitesse sur 500 km.

(12) Record de vitesse sur 1.000 km.

En 1921, 263 appareils ont été employés. Le nombre des kilomètres parcourus s'élève à 2 millions 350.000. Le nombre des passagers atteint 10.000. Le poids des messageries est de 166.000 kgs.

L'année 1922 marque un nouveau progrès. Sur la ligne Paris-Londres on compte, chaque jour, de 4 à 8 départs. Une Compagnie assure la liaison quotidienne entre la France et le Maroc. On réalise la ligne Paris-Prague-Vienne-Budapest-Constantinople, ainsi que le trançon Prague-Varsovie. Des lignes françaises traversant l'Europe Centrale parviennent, désormais, jusqu'à l'Orient.

On a vivement discuté la valeur militaire des appareils mis en service par les Compagnies. Les uns soutenaient que des avions commerciaux n'étaient pas susceptibles d'être utilisés pour des opérations de guerre. D'autres estimaient que l'on pourrait immédiatement les transformer en appareils de bombardement. En fait, les flottes commerciales se composent d'avions relativement lents, dont le plafond est peu élevé, mais qui sont établis de façon à transporter régulièrement, sur de longs parcours, une charge utile considérable. Ses appareils ne sauraient remplir le rôle d'avions d'observation ou de combat. Mais ils présentent une remarquable analogie avec les avions militaires construits pour effectuer des bombardements à grande distance. On peut donc affirmer, dès aujourd'hui, que des aéronefs chargés de plusieurs tonnes de projectiles accompliraient aisément, en temps de guerre, des raids de très longue durée.

Pendant la guerre de 1914, on a parfois tenté de remplacer les bombes explosibles par des engins

plus redoutables. A la fin des hostilités, les Allemands ont essayé de substituer aux torpilles de petites bombes incendiaires contre lesquelles l'eau est sans action (13).

Actuellement, l'emploi d'ondes hertziennes permet de prévoir l'apparition d'armes nouvelles. Au cours de la guerre, les Allemands ont lancé, contre les jetées de Nieuport, une vedette chargée d'explosifs. L'embarcation était commandée à distance par un avion muni de T. S. F. La Marine française réalisa également la direction de torpilles au moyen d'ondes hertziennes. Un peu avant l'armistice, un avion sans pilote, commandé de terre, avait effectué un parcours d'une centaine de kilomètres.

On envisage, désormais, une escadrille d'avions sans équipage conduits à distance par un seul avion monté. Enfin, un avion automatique serait commandé par un opérateur placé à terre. L'engin pourrait naviguer dans les hautes régions de l'atmosphère, à des vitesses de l'ordre de 500 kilomètres à l'heure. On dirigerait ainsi des avions chargés d'explosifs vers un objectif situé à une distance considérable.

Un belligérant les lancerait sans risques au-dessus des villes de l'adversaire. On verrait évoluer dans les airs des torpilles aériennes, dont les Autrichiens avaient fait, au siège de Venise, l'essai rudimentaire et malheureux.

§ 2. *Les problèmes qui se posent*

Désormais, les opérations ne se déroulent plus

(13) *Le Temps*, 10 octobre 1918.

seulement sur le champ de bataille, où les armées sont aux prises. Les aéronefs franchissent, sans peine, le front de combat. Ils peuvent aller frapper, au loin, des villes sans défense et lancer leurs bombes au milieu des habitants paisibles.

Les populations inoffensives doivent-elles perdre l'immunité traditionnelle dont elles bénéficiaient ?

La distinction des combattants et des non combattants n'était pas inconnue dans l'antiquité. Le combat légendaire des Horaces et des Curiaces montre que la Cité confiait, parfois, le soin de la défendre à un petit nombre de champions. Et, si tous les citoyens ont été appelés, pendant les guerres de la République, à soutenir la cause de leur patrie, il ne faut pas oublier que seuls les hommes libres avaient le privilège de porter les armes. Le peuple tout entier subissait la loi, souvent inhumaine, du vainqueur, mais la plus grande partie de la population demeurait, néanmoins, étrangère à la lutte.

Le christianisme recommandait la générosité à l'égard des vaincus. Il exigeait le respect des personnes paisibles. « Les canonistes, qui enseignaient qu'on ne peut justement faire la guerre qu'aux peuples de qui nous avons reçu quelque injure, demandaient qu'on épargnât les femmes, les enfants, les vieillards, les artisans, les laboureurs, les commerçants, les clercs et les moines : c'était restreindre l'emploi des armes à lutter contre ceux qui portaient eux-mêmes les armes » (14).

Au moyen-âge, tous ceux qui exerçaient une

(14) PILLET : *La Guerre actuelle et le Droit des Gens*. R.D.I.P. 1916, p. 227.

profession pacifique ne prenaient aucune part à la lutte dans laquelle les hommes d'armes s'affrontaient. Les habitants inoffensifs subissaient fréquemment les excès de bandes sans discipline. Mais les gens de guerre ne mêlaient pas à leurs querelles la population paisible du pays. Les princes de l'ancien régime enrôlaient des soldats mercenaires. Quand la Convention décréta la levée en masse, on vit, pour la première fois, tous les hommes valides sous les drapeaux. Les armées nationales remplacèrent alors les troupes personnelles du souverain.

Au cours de l'histoire, le respect des populations inoffensives avait fini par s'imposer. Grotius l'envisageait comme une obligation morale. Vattel constatait que l'immunité des non-combattants avait permis de rendre la guerre moins inhumaine que dans l'antiquité. Les Conférences de La Haye se bornèrent à inscrire, dans les conventions de 1899 et de 1907, une règle consacrée par la coutume de tous les peuples civilisés.

Si les non-combatants restaient, en principe, étrangers à la lutte, ils pouvaient, néanmoins, être frappés dans certains cas. Dans la guerre sur mer, le personnel sanitaire se trouvait fatalement exposé aux coups qui atteignaient les combattants. L'armée, qui assiégeait une ville, avait la faculté de la bombarder tout entière. On reconnaissait aux assaillants le droit d'accabler de projectiles le cœur de la place, habité par une population pacifique, pour contraindre la garnison à capituler.

Ces rigueurs étaient exceptionnelles, parce que la plus grande partie de la population se trouvait

en dehors du champ de bataille. Et, les habitants des localités menacées par l'ennemi conservaient la ressource d'abandonner une ville sur le point d'être investie.

La distinction du front et de l'arrière risque de s'atténuer. Quand les aéronefs apportent leur concours aux armées en campagne, les bombardements se lient aux opérations terrestres ou maritimes. Mais les escadrilles peuvent s'attaquer aux centres d'instruction ou de concentration de l'adversaire. Le théâtre des opérations aériennes s'étend désormais sur tout le territoire.

La guerre aérienne est-elle légitime ? Pour la combattre, il est facile d'invoquer des arguments d'humanité. Mais on ne saurait envisager, aujourd'hui une interdiction générale des bombardements aériens. Il est clair que les Etats ne renonceraient pas à une arme dont l'efficacité est reconnue.

Faut-il, par conséquent, accepter sans réserves une pratique désastreuse pour les non-combattants ? On explique que les raids aériens permettent à un Etat d'imposer rapidement sa volonté à l'adversaire. En détruisant les installations militaires de l'arrière, il paralyse l'effort des troupes, tandis qu'en frappant de terreur les populations inoffensives, il les oblige à implorer la paix.

On repousse généralement la théorie barbare de la guerre d'intimidation et l'on s'efforce de concilier la pratique des bombardements avec le respect des non-combattants.

Les uns voudraient soumettre les raids aériens aux principes de la lutte terrestre ou de la guerre

maritime. D'autres autorisent seulement l'attaque des ouvrages de défense et des établissements militaires. On songe, parfois, à interdire les torpilles incendiaires, les bombes asphyxiantes, à prohiber les raids de nuit ou les vols à grande altitude, au cours desquels des projectiles aveugles frappent, au hasard, des localités pacifiques.

Mais, tout en s'inspirant des idées d'humanité, il faut tenir compte des nécessités de la guerre. « L'expérience a prouvé qu'il serait tout à fait vain de proscrire de nouveaux moyens de guerre, sous le prétexte du mal considérable qu'ils peuvent produire. Comme, précisément, à la guerre, on cherche à faire à son ennemi le plus de mal possible, que c'est de l'excès de ce mal qu'on attend la victoire, les interdictions de cette sorte sont condamnées à rester théoriques (15). Les Etats n'ont jamais consenti à se priver d'une arme cruelle qu'ils estimaient extrêmement puissante.

(15) PILLET : *La Guerre et le Droit*, p. 134.

CHAPITRE II

LA SITUATION AVANT LA GUERRE DE 1914

§ 1. *La légitimité des bombardements aériens*

A l'époque où la guerre aérienne n'était encore qu'une conception purement imaginaire, personne ne songeait à interdire l'emploi d'aéronefs. Le risque était trop chimérique pour que l'on dût s'en inquiéter. Avec les premiers vols, encore précaires, le danger se précisa. Puis, le bombardement aérien sortit subitement du domaine de la fantaisie, grâce aux progrès techniques dont la rapidité déconcertait.

Fallait-il admettre sans résistance un moyen de destruction si meurtrier qu'on ne pouvait en mesurer les conséquences ? Le bombardement aérien semblait une pratique désastreuse et révoltante, incompatible avec les lois de l'humanité et de l'honneur militaire (1).

On se souvient que l'usage des armes à feu avait provoqué, à l'origine, une violente opposition.

(1) MALLET : *La Conquête de l'air et la Paix Universelle*, 1910, p. 51.

DE STAAL-HOLSTEIN : *La Réglementation de la Guerre des Aïrs*, 1911.

L'Eglise l'avait condamné. Les capitaines, encore pénétrés de la loyauté qui animait la chevalerie, avaient considéré comme lâches et manquant à l'honneur ceux qui frappaient de loin un ennemi qu'ils n'osaient pas aborder en face (2).

L'emploi des aéronefs de guerre soulevait, à son tour, les protestations de la conscience. On s'indignait à la pensée que les victimes seraient frappées du haut des airs, sans pouvoir se défendre contre un ennemi qui les accablerait, impunément, de projectiles. La guerre perdait tout le caractère d'une lutte loyale. Que fallait-il penser d'un duel où l'instrument de mort serait lancé au hasard par un adversaire invisible ? (3).

Les bombardements aériens semblaient donc inhumains. De plus, leurs résultats étaient aléatoires. On pouvait pressentir le danger que l'imprécision du tir ferait courir aux non-combattants. Les projectiles lancés par les aéronefs pourraient atteindre des personnes et détruire des objets qui seraient en dehors de la lutte (4). En sorte que leur emploi, inutilement cruel, ne serait d'aucun secours pour les opérations militaires.

Instruits par le passé, les adversaires des bombardements aériens reconnaissaient que les protestations contre l'emploi d'engins nouveaux sont toujours restées platoniques. L'indignation qu'a soulevée, au cours des siècles, l'apparition d'armes de

(2) PILLET : *La Guerre actuelle et le Droit des Gens*, R. D. I. P., 1916, p. 14.

(3) BEERNAERT : *La Prohibition de la Guerre des Aïrs*, R. D. I. 1912, p. 578.

(4) FREDERICK W. HOLLS : *The Peace Conference at the Hague*, p. 98.

jour en jour plus meurtrières ne les a pas empêchées, lorsqu'elles étaient utiles, de prendre place dans les arsenaux.

Mais, si l'efficacité des aéronefs comme moyen de guerre n'était pas considérable, tandis que leurs effets accessoires devenaient désastreux, c'était une raison pour renoncer à leur emploi. Et l'on pouvait espérer qu'en dépit des résistances cette considération arriverait à triompher (5).

Enfin, au moment où les plénipotentiaires réunis à La Haye invitaient les grands Etats européens à limiter leurs armements, ne fallait-il pas interdire la création de flottes aériennes ? Le régime de la paix armée imposait aux Etats des charges écrasantes. L'entretien d'aéronefs de guerre ajouterait encore aux dépenses militaires.

Et ce surcroît de sacrifices ne tarderait pas à paraître inutile. Toutes les armées posséderaient bientôt les mêmes engins de destruction. Au bout de peu d'années, les forces combattantes auraient repris leur ancien équilibre, car aucune nation ne parviendrait à acquérir, dans les airs, une supériorité définitive.

Lord Reay, délégué anglais à la Conférence de la paix de 1907, observait, avec raison, « que c'était déjà bien assez d'abandonner aux nations deux éléments : la terre et l'eau pour y donner libre cours à leurs inimitiés, qu'il n'était pas nécessaire

(5) DE BAR : *Le régime juridique des aérostats en temps de guerre*. Annuaire de l'Institut de Droit international, t. 24, p. 128.

d'en ajouter un troisième et d'encourager à employer l'atmosphère dans des buts militaires » (6).

§ 2. *La première Conférence de la Paix*

Lorsque la première Conférence de la Paix se réunit à La Haye, l'opinion était généralement hostile à la guerre aérienne. La crainte de voir s'accroître les charges militaires s'ajoutait à des raisons d'humanité.

D'ailleurs, on concevait à peine l'éventualité du bombardement aérien. De l'avis général, la menace était encore lointaine. On raillait les ballons qui ne parvenaient pas à se diriger et qui étaient incapable, à plus forte raison, de se charger de projectiles pour les lancer, du haut des airs, sur les troupes ennemies. Les armées ne se préoccupaient guère des engins qui tomberaient du ciel.

Aussi, les Etats renoncèrent-ils aisément à l'utilisation d'aéronefs de guerre, dont le caractère chimérique semblait alors certain. Les délégués votèrent la Déclaration du 29 juillet 1899, rédigée en ces termes :

« Les soussignés, plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix de La Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de Saint-Pétersbourg du 29 novembre-11 décembre 1868, déclarent : les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdic-

(6) ALBÉRIC ROLLIN : Annuaire de l'Institut de Droit international, t. 24, p. 149.

tion de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux. »

A la demande de la Grande-Bretagne, de la France et de la Roumanie, la première commission et l'assemblée plénière avaient limité à cinq ans la durée de l'entente.

Parmi les 26 Etats représentés à la Conférence, la Déclaration n'avait pas rencontré d'opposition sérieuse, parce qu'on ne lui reconnaissait aucune portée pratique. Les puissances contractantes ne consentaient aucun sacrifice en renonçant à un droit qu'elles étaient incapables d'exercer. Elles réservaient le cas d'une invention inattendue, puisqu'elles reprenaient leur liberté au bout de cinq ans, si les progrès techniques permettaient, alors, de bombarder efficacement.

La Déclaration de 1899 ne fut ainsi qu'une démonstration entièrement platonique. Si les représentants des puissances voulaient élaborer des Conventions, ils s'inquiétaient fort peu de leur portée pratique. On a fait observer que c'est, en pareil cas, sur des textes inapplicables que l'accord s'établit le plus facilement. Désireuse avant tout d'aboutir, la Conférence de La Haye ne pouvait se montrer difficile. Utiles ou non, les textes qu'elle votait étaient toujours des textes, c'est-à-dire des résultats (7).

§ 3. *La deuxième Conférence de la Paix*

La première Conférence de la Paix avait con-

(7) DE LAPRADELLE : *La Conférence de la Paix*, R. D. I. P., t. 6, p. 690.

damné les bombardements aériens. Mais la Déclaration du 29 juillet 1899 n'eut pas à s'appliquer. Elle vint à expiration au bout de 5 ans, sans que les puissances signataires songeassent à faire revivre un accord platonique rapidement oublié.

Les inventeurs n'en continuèrent pas moins leurs travaux. Bientôt, on vit des aérostats accomplir, à une vitesse qui paraissait considérable, des voyages de longue durée.

Aussi, les délégués à la deuxième Conférence de la Paix ne montrèrent-ils pas, en 1907, les dispositions conciliantes manifestées huit ans auparavant.

La délégation belge demanda à la deuxième commission de renouveler la Déclaration du 29 juillet 1899, pour une période de cinq ans. A la séance du 5 août 1907, les délégations de Russie et d'Italie déposèrent, devant la première sous-commission, deux amendements subsidiaires, pour le cas où la proposition belge ne serait pas adoptée.

L'amendement russe tendait à remplacer la prohibition générale et temporaire par un certain nombre de restrictions permanentes. Il serait interdit de « bombarder ou d'attaquer, soit par l'artillerie, soit en lançant des projectiles ou explosifs du haut des ballons, ou à l'aide d'autres modes analogues nouveaux, des villes, villages, habitations ou bâtiment, qui ne sont pas des établissements ou des dépôts pouvant être utilisés par l'ennemi pour les buts de la guerre ».

L'amendement italien condamnait le bombardement « du haut des ballons qui ne sont pas dirigeables et montés par un équipage militaire ». Il soumettait le bombardement par les ballons militai-

res « *aux restrictions acceptées pour la guerre terrestre et maritime, en tout ce qui est compatible avec ce nouveau mode de combat* ».

Devant la commission réunie en séance plénière, le 14 août 1907, les délégués russes et italiens soutinrent un amendement unique. Ils proposaient d'assurer pour toujours aux villes, villages, habitations non défendues, l'immunité d'une attaque ou d'un bombardement, même à l'aide de ballon ou d'autres modes analogues nouveaux.

Les adversaires de cet amendement prétendirent qu'il était inutile. L'article 25 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre interdit, en effet, « *d'attaquer ou de bombarder les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus* ».

Le général Amourel fit observer à la commission que l'interdiction visée par la proposition russo-italienne se trouvait déjà contenue dans le texte, alors en vigueur, de l'art. 25 et qu'il suffirait, par conséquent, pour éviter tout malentendu, d'y introduire les mots : « *par quelque moyen que ce soit* », après les mots : « *il est interdit d'attaquer ou de bombarder* » (8).

La commission accepta la nouvelle rédaction de l'art. 25, qui fut votée par la Conférence à la séance plénière du 17 août 1907.

Lorsqu'elle vint en discussion, la proposition belge rencontra, au sein de la Conférence, une très vive opposition.

La délégation française la combattit. « Elle pen-

(8) LÉMONON : *La deuxième Conférence de la Paix*, p. 382.

se, disait M. Léon Bourgeois, que le but humanitaire est pleinement atteint par la prescription générale du Règlement de 1899, surtout depuis que, sur notre proposition, les mots : « *par quelque moyen que ce soit* » ont été ajoutés à l'interdiction prévue par l'art. 25 de ce règlement ».

La Conférence adopta néanmoins, le 18 octobre 1907, le renouvellement de la Déclaration de 1899. Cette fois, la convention ne venait pas à expiration au bout de cinq ans. Elle devait subsister jusqu'à la réunion de la troisième Conférence de la paix.

29 Puissances se prononcèrent en faveur de la nouvelle convention. En dehors des Etats-Unis, de l'Autriche-Hongrie et de la Grande-Bretagne, seuls de petits Etats avaient adopté la déclaration. Les quatre grandes Puissances militaires du continent : la France, l'Allemagne, l'Italie et la Russie n'y ont pas adhéré.

Dans ces conditions, l'accord de 1907 était tout à fait fragile. En vertu des règles applicables en matière contractuelle, le bombardement était interdit seulement aux Puissances qui avaient adhéré aux conventions, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles. Il devenait licite au moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une puissance non-contractante prenait part au conflit.

En 1899, la situation était bien différente. Sans doute, l'œuvre de la première Conférence de la Paix offrait le même caractère. Les conventions synallagmatiques n'étaient obligatoires que pour les signataires. Mais, toutes les Puissances avaient adhéré à la Déclaration de 1899. C'est qu'elles renonçaient

alors de bonne grâce à la guerre aérienne. On n'attache pas beaucoup de prix à un droit, quand on n'est pas en mesure de l'exercer.

Tandis qu'à la deuxième Conférence l'unanimité disparut. Les petits Etats consentaient bien encore à proscrire le bombardement aérien, mais les grandes Puissances étaient déjà pourvues de flottes aériennes. Et leurs dispositions avaient changé.

Dès lors, on ne pouvait plus croire raisonnablement à l'efficacité de la Convention de 1907. C'est en vain qu'on avait prohibé la guerre aérienne. Il ne fallait plus songer à l'interdire dans un conflit européen.

§ 4. *Doctrines d'avant-guerre*

La deuxième Conférence de la Paix permettait de prévoir que l'interdiction, difficilement admise, ne pourrait pas être maintenue.

La doctrine restait divisée.

A l'Institut de Droit International réuni à Madrid, en 1911, la prohibition absolue de la guerre aérienne gardait des partisans. Ceux-ci étaient résolument hostiles à tout emploi des aérostats pour la guerre. Ils soutenaient que « les routes du ciel devaient n'être jamais que le chemin des échanges pacifiques et des justes rapprochements.

Beaucoup reconnaissaient le caractère chimérique du vœu qu'ils émettaient. Mais ils souhaitaient, avec M. Holland, que l'atmosphère ne devint pas un champ de bataille.

L'élimination complète de la guerre aérienne semblait, d'ailleurs, le seul système pleinement sa-

tisfaisant. M. Fiore n'admettait pas que l'on pût concilier l'emploi des aéronefs avec l'interdiction de certains actes d'hostilité. Il observait, avec raison, que « si l'on peut faire des actes d'exploration, on peut faire des actes de guerre et, si l'on peut faire la guerre, on ne le peut à moitié ».

La guerre aérienne comptait, néanmoins, des adversaires plus conciliants. Ces derniers accordaient aux aéronefs le rôle de vedettes aériennes. Ils refusaient de les admettre comme moyens de combat. Le tir, pensaient-ils, n'est pas suffisamment précis pour qu'on puisse autoriser le jet des projectiles avec la certitude que les aéronefs respecteront les lois de la guerre (9). En maintenant la Déclaration de La Haye, on pouvait permettre *le service d'exploration ou de communication*, sans danger pour les édifices protégés et les personnes des non-combattants (10).

Certains faisaient une nouvelle concession. On était d'accord pour permettre aux forces terrestres ou maritimes de tirer sur les aérostats. Les armées disposaient déjà de canons spéciaux pour cet usage. On ne pouvait pas les empêcher de s'attaquer aux aéronefs, qui dévoilaient à l'adversaire tout le secret des opérations.

Les aéronefs exposés aux coups ne se résigneraient pas à les recevoir sans en rendre un seul. Il fallut les autoriser à lancer des projectiles « *dans un but de défense* ». Il était difficile de les obliger d'attendre qu'on ait tiré sur eux, sans leur reconnaître la faculté de prévenir le tir dont ils étaient l'objet.

En sorte qu'on voulait réduire l'emploi des aéro-

(9) WESTLAKE.

(10) DE BAR.

nefs à un simple rôle d'observation et de communication et qu'on était conduit nécessairement à accepter le bombardement aérien.

Le jet des projectiles semblait moins redoutable que la lutte des aéronefs entre eux.

M. de Lapradelle proposait de distinguer le combat et le bombardement (11). *Dans le sens vertical*, l'aéronef lance des projectiles à terre ou sur l'eau. Le bombardier peut viser. Il doit éviter d'employer ses armes contre les sujets paisibles de l'adversaire et leurs propriétés. Il lui est interdit d'attaquer les villes, villages, habitations, bâtiments non défendus, ainsi que les édifices consacrés aux cultes, aux arts et à la bienfaisance.

La guerre horizontale est nécessairement aveugle. Il est impossible de prévoir sur quelle partie du sol ou de l'océan tombera le projectile qui a manqué son but. On songeait avec effroi à cette pluie de mitraille s'abattant au hasard sur les habitants paisibles et les choses inoffensives. M. de Lapradelle pensait « qu'à raison des périls sans nombre que les luttes engagées dans les airs, d'aéronef à aéronef, feraient courir aux personnes, les belligérants doivent s'abstenir de ce genre de combat au-dessus de la haute mer, de la mer territoriale et de leur propre territoire ».

On pouvait pressentir que la prohibition du combat aérien resterait vaine. Lorsque des aéronefs ennemis s'aperçoivent dans l'espace, ils se trouvent, les uns vis-à-vis des autres, en état de légitime dé-

(11) *Annuaire de l'Institut de Droit International*, 1911, p. 328.

fense. Même s'il n'avaient pas d'autre mission que d'observer les troupes et les ouvrages, ils s'efforceraient, pour le moins, de mettre en fuite leurs adversaires. Comment supposer qu'un belligérant consentirait à laisser accabler de projectiles ses forces terrestres, sans lancer ses escadrilles de chasse à l'attaque des bombardiers ennemis ?

Les craintes qu'inspiraient un duel dans les airs étaient, d'ailleurs, tout à fait chimériques. Sans doute, les projectiles des batteries anti-aériennes causent, parfois, des dommages, lorsqu'ils retombent sur le sol. La chute d'un aéronef abattu au cours d'un combat peut aussi faire naître un danger. Mais, pour l'instant, la lutte des avions entre eux n'est guère à redouter pour les personnes inoffensives. C'est le jet des bombes qui constitue, pour les non-combattants et pour les propriétés privées, une menace extrêmement grave.

Il fallut renoncer aux distinctions impraticables.

L'opinion générale admettait que la guerre aérienne ne devait être considérée comme illicite dans aucune de ses manifestations (12). Elle était légitime parce qu'elle répondait à une nécessité.

M. Politis pensait qu'il suffisait d'en interdire les applications inutilement cruelles, en s'inspirant du principe général du Droit de la guerre sur quelque terrain qu'elle se déroule.

C'est la doctrine qui prévalut.

L'Institut de Droit International s'exprima en ces termes : « *La guerre aérienne est permise, à la condition de ne pas présenter, pour les personnes ou*

(12) FAUCHILLE : *Le bombardement aérien*, R. D. I. P. 1917, p. 66.

la propriété de la population pacifique, de plus grand danger que la guerre terrestre ou maritime » (13).

§ 5. *La situation en 1914*

En 1914, les bombardements aériens étaient interdits par la Déclaration de La Haye du 18 octobre 1907. Celle-ci n'était pas venue à expiration. Elle devait rester en vigueur jusqu'à la réunion de la troisième Conférence de la Paix. Pourtant, elle n'était pas applicable au conflit qui venait d'éclater.

Les plénipotentiaires avaient stipulé qu'elle ne serait obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles. Parmi les belligérants qui se trouvaient aux prises, l'Angleterre et la Belgique l'avaient signée et ratifiée. Tandis que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la France, le Monténégro, la Russie, la Serbie et la Turquie s'étaient abstenus de ratifier la Convention, ou bien avaient refusé d'y adhérer. L'interdiction de lancer des projectiles du haut des ballons cessait ainsi d'avoir effet.

Le bombardement aérien devenu licite aurait pu rester soumis aux restrictions édictées par l'art. 25 du Règlement sur les lois et coutumes de la guerre qui interdit « de bombarder, par quelque moyen que ce soit, les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus. »

En fait, ce n'était pas seulement la Déclaration relative aux ballons qui disparaissait. Toute l'œuvre de 1907 s'effondrait.

(13) Résolution votée par 14 voix contre 7. Séance du 21 avril 1911.

La Convention sur les lois et coutumes de la guerre n'a pas été ratifiée par la Turquie, la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et l'Italie. Dès lors, elle cessait d'être obligatoire pour l'ensemble des belligérants.

Il est vrai que la Convention de 1899 avait reçu l'adhésion de toutes les Puissances qui entrèrent en guerre en 1914. Elle contenait déjà, implicitement, la prohibition de l'art. 25, que l'on s'était borné à préciser en 1907 en interdisant de bombarder certains objectifs « par quelque moyen que ce soit ».

Mais, la Convention de 1899, remplacée par celle de 1907, ne pouvait plus revivre. Aucune règle conventionnelle ne s'appliquait.

Rien ne subsistait du Code de la Guerre minutieusement élaboré par les deux Conférences de La Haye. La ruine de l'œuvre entreprise en 1899 n'était peut-être pas impossible à prévoir. On devait craindre que des prescriptions aussi minutieuses ne puissent résister à la violence et aux excès inévitables dans la conduite de toute opération de guerre. Malgré de justes appréhensions, comment admettre qu'au premier jour du conflit, avant même que les troupes soient aux prises, tout l'édifice s'écroulerait ?

Un échec ne saurait être plus éclatant.

Il explique la sévérité avec laquelle on a parfois jugé ces Conférences, qui « n'ont abouti à rien du tout et ne nous ont légué qu'un fatras de vœux candides autant qu'inutiles » (14).

A défaut de Conventions, le seul droit applicable découlait des usages de la guerre. Mais, les règles

(14) PILLET : *La Guerre actuelle et le Droit des Gens*, R. D. I. P. 1916, p. 8.

patiemment dégagées au cours des siècles, imposées aux armées par la conscience publique, admises finalement par les belligérants, n'étaient d'aucun secours en ce qui concerne les bombardements aériens. Une coutume n'avait pu s'établir. On était en présence d'une arme nouvelle, dont on ne concevait pas encore l'importance. Comment invoquer les prescriptions admises en vue d'un état de choses tout différent ?

La doctrine elle-même n'avait pas eu le temps de se fixer. Les progrès de la navigation aérienne furent si rapides qu'ils devancèrent les prévisions. Certains s'attardaient à discuter le principe même du bombardement. D'autres s'ingéniaient à le régler. On apercevait bien la fragilité des restrictions opposées à la guerre aérienne. La majorité proposait d'assimiler la lutte dans les airs aux pratiques des combats terrestres. Personne ne soupçonnait que le bombardement aérien menacerait, un jour, les principes fondamentaux des usages de la guerre.

Les sceptiques refusaient de croire que le perfectionnement des armes rendrait les guerres plus meurtrières (15). L'expérience toute récente du conflit russo-japonais paraissait rassurante. La proportion des morts aux blessés avait été inférieure à celle des campagnes précédentes. Les blessures guérissaient rapidement. On ne craignait pas d'affirmer que les guerres deviendraient moins terribles et seraient, par suite, moins à redouter (16).

(15) BELLANGER : *La Guerre aérienne et le Droit international*, 1912, p. 72.

(16) DE TROBRIAND : *Des moyens de guerre nouveaux*, 1909, p. 16.

La crainte du bombardement aérien semblait imaginaire.

Les aéronefs ne pouvaient enlever qu'une faible quantité d'explosifs. Des pièces d'artillerie lourde, en service dans tous les pays, n'étaient-elles pas beaucoup plus dangereuses, puisqu'elles permettaient, pratiquement, de lancer à 7 ou 8 kilomètres, à raison de 2 ou 3 coups à la minute, des projectiles pesant de 40 à 45 kilogs ? (17).

Le général de Robilant avait exprimé l'opinion des techniciens en déclarant, à la deuxième Conférence de la Paix : « Je comprends très bien ce qu'il peut y avoir d'effrayant, pour la fantaisie du populaire, dans l'idée qu'un beau jour il peut tomber du ciel, sans avertissement préalable, une sorte de bolidé qui effondre son toit et brûle ses moissons, mais, en jugeant froidement la chose, on se convaincra aisément que le nouvel engin de guerre n'est pas plus terrible que ceux dont on se sert à l'heure qu'il est. » (18)

Les pacifistes étaient plus clairvoyants. Ils ne se trompaient pas, lorsqu'ils pressentaient la puissance de ce nouveau moyen de destruction. Il aurait été naturel qu'ils se rangeassent au nombre des adversaires les plus déterminés de la guerre aérienne. Par suite d'une illusion très singulière, ils l'acceptaient, au contraire, d'un cœur léger, estimant que l'horreur même de la guerre la rendrait impossible.

Malgré l'expérience décevante du passé, beau-

(17) BELLENGER : *Op. cit.*, p. 77.

(18) 2^e Comm., 5^e Séance, 7 août 1907. *Actes et documents*, t. 3, p. 156.

coup partageaient cet espoir. « Les conséquences d'une pareille lutte dans l'espace seront si terribles que, pour s'y soustraire, les Etats en arriveront peut-être à éviter la guerre elle-même : le meilleur moyen de supprimer la guerre n'est-il pas, en définitive, de la rendre de plus en plus redoutable ? » (19)

Les apôtres de l'Aviation tenaient le même langage. « C'est l'avenir de la paix que nous réservent les aéroplanes. On reculera devant l'énormité du crime et il ne se trouvera pas de nation assez folle et assez inhumaine pour l'affronter » (20).

Les événements de 1914 devaient cruellement décevoir de pareils rêves.

L'expérience des années précédentes avait déjà montré leur excessive fragilité. Pendant qu'on dissertait encore sur la légitimité de la guerre aérienne, l'aviation militaire s'organisait. Peu soucieux des discussions académiques où les principes s'affrontent les grands Etats possédaient des flottes aériennes.

Pendant la guerre italo-turque, le bombardement aérien était entré dans la pratique. Les journaux enregistrèrent le premier communiqué de l'air : « Un aviateur, effectuant une reconnaissance au dessus du campement turc d'Aïn Zara, réunit à faire tomber quatre bombes chargées de picrate sur le groupement ennemi composé de 2.000 hommes environ. L'effet fut foudroyant. Le pilote put observer que la chute de ses explosifs avait produit une con-

(19) FAUCHILLE : *Le régime juridique des aérostats*.

(Institut de Droit International. Session de Bruxelles, 1902. Annuaire, p. 23.)

(20) CHARLES RICHEL : *Pour l'Aviation*, 1909.

fusion indescriptible et que les soldats s'enfuirent dans toutes les directions » (21).

Quelques mois plus tard, deux dirigeables militaires effectuèrent leur première reconnaissance au-dessus des tranchées ennemies. « De leur nacelle, ils lancèrent deux bombes qui tombèrent en plein sur la redoute et dont l'explosion jeta la terreur parmi les Arabes qui s'enfuirent précipitamment vers l'oasis » (22).

Sans doute, le nombre des projectiles lancés du haut des airs, pendant l'expédition de Tripolitaine, est dérisoire et leur puissance insignifiante. Il appartenait aux bombardements ultérieurs de révéler leurs prodigieux effets. Mais, on put apprécier, dès cette époque, l'utilité des aéronefs de guerre.

L'utopie du bombardement aérien devenait une réalité.

(21) *Journal des Débats*, 3 novembre 1911.

(22) *Le Matin*, 7 mars 1912.

CHAPITRE III

LES BOMBARDEMENTS AÉRIENS AU COURS DES OPÉRATIONS TERRESTRES OU MARITIMES

§ 1. *Origine et portée des règles applicables*

Les Puissances représentées aux Conférences de la Paix se flattaient d'imposer aux futurs belligérants des règles incontestées. Les événements montrèrent, sans retard, la vanité de cette prétention.

Aux termes mêmes des Conventions de La Haye, les dispositions minutieuses destinées à régir la conduite des hostilités ne s'appliquaient pas aux armées que le conflit de 1914 mettait aux prises. D'ailleurs, les Conférences n'avaient pas su prévoir l'avenir des bombardements aériens. Les plénipotentiaires avaient voulu les interdire. Ils avaient négligé de les réglementer.

En 1914, on ne s'étonna pas, outre mesure, d'un résultat aussi piteux. Les diplomates ont l'habitude de pareilles déconvenues. On se mit à la recherche d'une réglementation applicable aux bombardements aériens.

Les conventions de La Haye, dictées par des intentions très louables méritaient, peut-être, un

sort moins misérable. Rédigées sous la forme d'accords internationaux, elles étaient extrêmement fragiles. Car les traités sont éphémères et les Nations n'hésitent pas à se soustraire aux engagements qui ne sont plus en harmonie avec leur politique.

Des juristes observaient avec regret : « Nous n'avons ni coutume, ni convention pour nous guider et nous ne pouvons, par suite, qu'espérer indiquer la formation ou la naissance d'une coutume... L'édification de théories à priori et l'emploi téméraire du raisonnement par analogie sont d'une aide bien faible pour parvenir à un exposé correct du droit ». (11)

Mais, les principes dont s'inspiraient les Conventions n'ont rien perdu de leur valeur. Les Puissances estimaient alors qu'il importait « *de réviser les lois et coutumes de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites destinées à en restreindre, autant que possible, les rigueurs.* » (2) On s'était borné à énoncer les idées généralement admises chez tous les peuples civilisés.

En sorte qu'il subsiste un Droit coutumier de la guerre. On reconnaît qu'il convient de fixer des limites à « l'ensemble des actes de violence, au moyen desquels chaque belligérant cherche à imposer sa volonté à l'autre. » (Général Clausewitz) (3).

On a toujours admis que « *les belligérants n'ont*

(1) PICCIOTO. *La guerre aérienne et le Droit international*, J.D.I.P., 1915, p. 814.

(2) Considérant de la Convention IV de 1907.

(3) RENAULT. — *Revue pénitentiaire*, 1915, p. 407.

pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi. » (4)

Les canonistes condamnaient déjà les actes interdits à des chrétiens par leur conscience et par la loi divine. « Plus tard, on a fait appel à des raisons différentes : l'utilité commune des peuples qui fait préférer la paix à la guerre, la pure logique qui réprouve les actes inutiles, le sentiment de l'humanité issu de la nature même de l'homme et sa proscription des cruautés inutiles, l'honneur et ses lois absolues. » (3)

On peut encore affirmer « qu'il y a des lois de la guerre, qu'il ne faut pas regarder moins religieusement que celles de la paix ; autrement la guerre ne serait plus qu'un brigandage inhumain, qu'une série perpétuelle d'assassinats, d'abominations et de barbaries » (6).

Les conventions de La Haye exprimaient les règles coutumières universellement acceptées à notre époque. C'est pourquoi les principes admis par les Conférences de la paix s'appliquent encore aux bombardements aériens.

D'ailleurs, l'œuvre entreprise à La Haye n'est pas abandonnée. Aujourd'hui, on n'a pas renoncé à soumettre les hostilités à des règles précises imposées aux belligérants par le moyen d'accords internationaux. La Conférence de Washington pour la limitation des armements a adopté, le 4 février 1922, dans sa sixième séance plénière, une résolution con-

(4) Règlement sur les lois et coutumes de la guerre sur terre, art. 22.

(5) PILLET, *La Guerre actuelle et le Droit des Gens*, R.D. I.P., 1916, p. 17.

(6) FÉNELON : *Examen de conscience d'un roi*.

cernant l'institution d'une commission de juristes pour étudier les questions suivantes :

a) *Les règles actuelles du droit international répondent-elles d'une manière adéquate aux nouvelles méthodes d'attaque et de défense résultant de l'introduction ou du développement de l'emploi de nouveaux engins de guerre, depuis la Conférence de La Haye de 1907 ?*

b) *Dans la négative, quelles sont les modifications qui devraient, en conséquence, être apportées aux règles actuelles pour être incorporées au droit international ?*

Les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, ainsi que les Pays-Bas étaient représentés au sein de la commission de juristes qui s'est réunie à La Haye, le 11 décembre 1922. La commission a fait un rapport dans lequel elle propose un ensemble de règles concernant la guerre aérienne. Aux termes de la Résolution de Washington, les Puissances devaient ensuite conférer sur l'acceptation du rapport de la commission et sur la méthode à suivre pour assurer la prise en considération de ses conclusions par les autres Puissances civilisées (7).

(7) La Commission des Juristes comprenait : le professeur BASSET MOORE, président, et M. WASHBURN, ministre à Vienne, délégués des Etats-Unis ; Sir RENNELL RODD et Sir CECIL HURST, délégués de l'Angleterre ; MM. DE LAPRADELLE et BASDEVANT ; professeurs à la Faculté de Droit de Paris, délégués de la France ; l'ambassadeur baron MATSUI et le Ministre plénipotentiaire MATSUDA, délégués du Japon ; le conseiller d'Etat STRUICKEN et le professeur VAN EYSINGA, de l'Université de Leyde, délégués des Pays-Bas ; le sénateur ROLANDI RICCI et le professeur CAVAGLIERI, délégués de l'Italie.

§ 2. *Principes des Conventions de La Haye*
en matière de bombardement

Le bombardement apparaissait aux rédacteurs des conventions de 1907 comme une mesure exceptionnelle et rigoureuse. Dans l'esprit des plénipotentiaires, on devait l'interdire toutes les fois qu'il n'était pas absolument nécessaire.

On le considérait, néanmoins, comme un procédé rapide et sûr qui permettait de s'emparer d'une ville. On reconnaissait aux assaillants, qui se heurtaient à la résistance de l'adversaire, le droit de faire usage de leur artillerie. Le « *bombardement d'occupation* » est effectué pendant un siège ou au cours d'une attaque. Il a pour but d'obliger la place à se rendre.

Cette conception du bombardement s'inspirait d'anciennes traditions. Les bouches à feu avaient été dirigées, à l'origine, contre les murailles des citadelles. Elles servaient uniquement à frayer un chemin aux troupes d'assaut. L'artillerie légère apparut bien plus tard. Plus mobile que l'artillerie de siège, elle s'attaquait aux ouvrages improvisés. On ne songeait pas, d'abord, à utiliser les batteries dans la lutte en rase campagne.

Puisqu'on envisageait encore le bombardement comme une pratique rigoureuse, on s'attachait à en restreindre les effets. D'après les Conventions de La Haye, les belligérants peuvent bombarder les localités défendues dont ils veulent prendre possession. Mais, l'art. 25 de la 4^e Convention de 1907 relative aux lois et coutumes de la guerre sur

terre interdit le bombardement, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments *non défendus*. L'emploi de l'artillerie est alors inutile, puisqu'il suffit de pénétrer dans la place pour en prendre possession sans combat.

Dans la guerre maritime, le bombardement présente un caractère tout différent. Les escadres ne disposent pas ordinairement d'un corps de débarquement. Le tir n'est pas destiné à préparer l'occupation d'un point de la côte. Aussi, les forces navales doivent-elles respecter, dans tous les cas, les ports, villes, habitations et bâtiments non défendus.

Toutefois, aux termes de l'art. 2 de la 9^e convention de 1907 : « *Ne sont pas compris dans l'interdiction les ouvrages militaires, établissements militaires ou navals, dépôt d'armes ou de matériel de guerre, ateliers et installations propres à être utilisés pour les besoins de la flotte ou de l'armée ennemies.* »

Il s'agit, en pareil cas, d'un « *bombardement de destruction* ».

Comme le tir des navires ne peut jamais amener la reddition d'une place, il faudrait prohiber également le bombardement de toutes les parties des villes défendues, qui ne présentent pas un intérêt militaire.

En somme, le bombardement est toujours permis dans la guerre maritime contre les installations militaires, même si elles appartiennent à une localité non défendue. Seul le bombardement des villes ouvertes, qui ne possèdent aucun établissement utile à la défense nationale, reste interdit sans restrictions.

Dans la guerre terrestre, le bombardement est licite seulement quand il est dirigé contre une ville *défendue*. Il est alors permis de s'attaquer à toutes les parties de la localité. L'assaillant peut diriger son tir contre les ouvrages de défense. Il lui est également permis d'accabler de projectiles les quartiers habités par une population inoffensive. Le bombardement n'épargne pas les non-combattants. On l'a considéré comme une rigueur nécessaire, estimant que les souffrances des habitants amènent souvent la reddition d'une place assiégée.

Pourtant, la 4^e et la 9^e Conventions ont émis le vœu de voir « *épargner autant que possible les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences, à la bienfaisance, les monuments historiques, les hôpitaux et les lieux de rassemblement des malades ou des blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire* ».

Dans tous les cas où le bombardement est autorisé, les Conférences de La Haye ont imposé au commandant des troupes assaillantes l'obligation d'adresser une sommation à ses adversaires. Les autorités locales ont ainsi la faculté de se soumettre pour épargner à la population civile les risques d'un bombardement. Si elles se décident en faveur de la résistance, le court délai qui leur est accordé permet aux personnes inoffensives de chercher un abri.

Dans la guerre maritime, les autorités peuvent éviter le bombardement des établissements militaires, en procédant elles-mêmes au désarmement des ouvrages ou à la destruction des approvisionnements.

Les Conventions de La Haye ont ainsi tenté de

concilier les nécessités de la guerre et la protection des non-combattants.

Les principes admis en matière de bombardement impliquent une distinction fondamentale entre les villes défendues et les villes non défendues. Les délégués ont négligé de définir, d'une façon précise, les différences qui séparent les unes des autres.

On a proposé de s'attacher à l'existence d'ouvrages de défense. Il faudrait alors opposer les *villes ouvertes* aux *villes fortifiées*. Le critérium n'est pas satisfaisant. Nous savons aujourd'hui que bien des forteresses anciennes n'opposent à l'assaillant qu'un obstacle dérisoire. Tandis que des places peuvent résister efficacement à l'aide d'ouvrages de campagne souvent improvisés.

Il vaut mieux négliger l'existence des fortifications, pour envisager uniquement l'attitude des forces militaires. Une ville ne se défend pas, lorsqu'elle n'oppose aucune résistance à l'envahisseur. Elle se défend quand les troupes qui l'occupent acceptent le combat. La légitimité du bombardement, en pareil cas, n'est pas douteuse, même en l'absence d'ouvrages militaires.

§ 3. *Les règles applicables aux bombardements aériens*

Les Conventions de La Haye relatives aux lois et coutumes de la guerre n'ont pas envisagé le rôle des aéronefs. Les idées dont elles s'inspirent sont, néanmoins, applicables aux bombardements aériens.

S'il était permis de considérer isolément l'ac-

tion des aéronefs, on la soumettrait à des règles particulières. Comme les Conférences de la paix n'ont pas prévu une réglementation uniforme pour l'ensemble des hostilités, il faudrait édicter des prescriptions empruntées par analogie, soit à la guerre terrestre, soit à la guerre maritime.

On a d'abord songé à assimiler la guerre aérienne et la guerre maritime. Il paraissait naturel de rapprocher l'aéronef, qui navigue dans l'air, du vaisseau, qui flotte sur la mer.

Pourtant, la Conférence de 1907 ne s'est pas occupée des opérations aériennes à l'occasion des bombardements effectués par des forces navales. C'est à propos des lois et coutumes de la guerre sur terre qu'on a interdit, d'une façon générale, le bombardement des localités non défendues, même au moyen d'aéronefs.

On s'était aperçu que les procédés de la guerre aérienne étaient assez différents des méthodes de combat en usage sur mer. Les hostilités se déroulent sur un autre théâtre. Les équipages des aéronefs n'ont pas l'origine et la formation professionnelle des troupes de mer.

En fait, il convient de rapprocher la fonction des forces aériennes, tantôt de l'action des armées, tantôt du rôle des escadres (8). C'est qu'en effet le lancement de projectiles au moyen d'aéronefs se rattache toujours, plus ou moins étroitement, au plan général de la guerre. « Dans les explications de tous les Etats-Majors, les opérations aériennes sont liées,

(8) MÉRIGNHAC : R.D.I.P., t. 21, p. 229..

soit à la lutte terrestre, soit à la lutte maritime. Elles en constituent en quelque sorte *l'accessoire* » (9).

On avait immédiatement discerné les services que l'aviation pouvait rendre aux armées et aux escadres. Si l'avion d'observation intervient dans la lutte pour assurer la liaison des troupes engagées et pour régler le tir de l'artillerie, l'avion de bombardement permet de frapper les batteries de l'ennemi, de couper ses communications avec l'arrière, d'attaquer ses réserves, de disperser les rassemblements de troupes, d'empêcher l'arrivée des renforts, d'atteindre les Etats-Majors, de désorganiser le ravitaillement, de détruire les dépôts de matériel et de munitions. S'agit-il de s'emparer d'une place ? L'avion de bombardement va jeter ses projectiles sur les ouvrages de défense, les fortifications, les établissements militaires ou le cœur de la ville investie.

L'intervention de l'aviation ne transforme pas la physionomie de la lutte. L'artillerie joue un rôle analogue. Mais, le bombardement aérien est bien plus efficace. Grâce à leur mobilité, les escadrilles frappent aisément sur tous les points du champ de bataille. Le bombardement peut être très précis. L'avion constitue le meilleur instrument d'observation, puisqu'il règle lui-même le tir des batteries terrestres. Enfin, les aéronefs élargissent le champ d'action de l'artillerie. Les pièces de campagne ne peuvent atteindre les objectifs situés à plus de quelques kilomètres. Les batteries lourdes elles-mêmes n'ont qu'une portée limitée. Les avions de bombar-

(9) ROLLAND : *Les pratiques de la guerre aérienne*, R.D.I.P. 1916, p. 511.

dement survolent, sans difficulté, toute la région où se déroule le combat.

Dans la guerre maritime, les avions servent d'éclaireurs. Ils accompagnent les escadres. Des appareils peuvent prendre leur essor d'une plate-forme installée sur un navire, où ils reviennent se poser. L'avion permet de prévenir l'attaque des sous-marins ennemis, de les signaler, de les combattre efficacement. Il peut aller bombarder certains points de la côte, où se trouvent des établissements militaires et lancer des projectiles sur les ports de guerre, les chantiers, les dépôts d'approvisionnements et les bases navales de l'adversaire.

Dès lors, le bombardement aérien doit être assimilé aux autres moyens de destruction. Il suit fatalement le sort des opérations dont il est l'accessoire. Il faut lui appliquer, suivant les cas, les principes de la guerre terrestre ou ceux de la guerre maritime.

Dans la guerre maritime, les aéronefs peuvent s'attaquer légitimement aux parties des villes non défendues qui présentent un intérêt militaire.

Dans la guerre terrestre, ils doivent respecter les villes qui ne se défendent pas contre les assaillants. Tandis qu'ils bombardent régulièrement, dans toutes leurs parties, les villes défendues dont l'armée, à laquelle ils appartiennent, veut s'emparer.

En adoptant d'autres principes, on aboutirait à des contradictions inévitables, puisqu'on soumettrait à des règles différentes des opérations qui présentent entre elles une étroite connexité.

On s'est demandé s'il fallait, dans ces conditions, « n'autoriser la guerre aérienne que dans la zone même des opérations de guerre terrestres ou mari-

times : étant un accessoire de ces opérations, elle ne saurait, en effet, avoir lieu que si celle-ci existent et là où elles existent. On favoriserait ainsi celui des deux belligérants qui aurait envahi le territoire de l'autre, car ce dernier aurait à subir, dans son atmosphère, les attaques aériennes de son adversaire, sans pouvoir porter les siennes au-dessus du pays de son ennemi ». (10).

Le Grand Etat-Major allemand s'est rallié à cette thèse, à la fin des hostilités. Assagi par la défaite, il désirait éviter aux populations allemandes les attaques aériennes. Il expliquait, dans un radio lancé en octobre 1918 :

« Pour des raisons d'humanité et afin de conserver de part et d'autre, des biens importants à la Civilisation, le Gouvernement Allemand a proposé aux autres belligérants, par l'intermédiaire du Gouvernement Suisse, de s'abstenir, de part et d'autre, de toutes attaques aériennes *en dehors de la zone des opérations*. Les aviateurs allemands ont reçu dès le début d'octobre, des ordres en conséquence.

Malgré cela, nos adversaires ont, tout récemment encore, entrepris des bombardements aériens contre un certain nombre de villes allemandes. » (11).

La Commission de Juristes instituée par la Conférence de Washington propose également de distinguer la zone des opérations et le reste du territoire. Le projet de Règlement concernant la guerre aérienne stipule, à ce sujet :

Art. 24, § 3 : *Le bombardement de cités, de villes, de villages, d'habitations et d'édifices qui ne se*

(10) FAUCHILLE : *Traité*, t. 2, p. 604, n° 14407.

trouvent pas dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre est interdit...

§ 4. *Dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre, le bombardement des cités, villes, villages, habitations et édifices est légitime, pourvu qu'il existe une présomption raisonnable que la concentration militaire y est assez importante pour justifier le bombardement, en tenant compte du danger ainsi couru par la population civile »* (12).

En fait, il est impossible de définir, avec précision, ce qu'il faut entendre par « *voisinage immédiat des opérations des forces de terre* ». Les belligérants s'accorderaient difficilement pour tracer les limites de la zone sacrifiée.

La légitimité du bombardement aérien effectué sur le champ de bataille n'est pas douteuse. Mais, on ne doit pas nécessairement limiter l'action des forces aériennes à la région où les armées s'affrontent. Toutefois, les raids à grande distance offrent des caractères particuliers. Il s'agit alors de bombardements autonomes. On ne peut plus les rattacher, ni à la guerre terrestre, ni à la guerre maritime. Il faut les soumettre à des règles distinctes.

(11) *Journal de Droit international privé*, 1919, p. 526.

(12) *Rivista di diritto internazionale*, 1923, fasc. I-II, p. 72.

CHAPITRE IV

LES BOMBARDEMENTS AÉRIENS A GRANDE DISTANCE

Théorie générale

En principe, le tir de l'artillerie exécuté sur le champ de bataille doit permettre aux troupes de s'emparer de l'objectif visé. Les bombardements aériens effectués au cours d'opérations terrestres ont, également, pour but de faciliter la tâche des assaillants.

Les bombardements aériens à longue distance se présentent sous un aspect tout à fait différent. Les aéronefs vont lancer des projectiles en dehors de la zone des opérations. Des expéditions de cette nature ne doivent pas être envisagées comme l'accèssoire de la lutte qui se poursuit sur un théâtre plus ou moins éloigné. Le rôle des escadrilles est alors autonome.

« On ne peut leur appliquer les règles dégagées pour les bombardements opérés par les forces terrestres. Ceux-ci, normalement, se lient à un combat ou à un siège. Il en va tout autrement du bombardement aérien opéré par un avion ou un dirigeable survolant quelques minutes un cantonnement

à troubler, un rassemblement à disperser, une gare ou une usine à détruire. » (1)

Alors, le bombardement n'a pas pour objet de préparer l'occupation d'une place par les troupes engagées sur le théâtre des opérations terrestres. D'autre part, il est clair que les aéronefs ne prétendent pas s'emparer eux-mêmes des positions qu'ils attaquent.

Si l'on peut concevoir, dès à présent, des appareils permettant de transporter de petits détachements armés, il n'est pas permis d'envisager, dans la pratique, l'intervention de ces troupes à la suite d'un atterrissage dont les difficultés n'échappent à personne. Actuellement, il ne peut jamais être question d'une conquête, même éphémère, du point visé.

« Le bombardement d'occupation est, dans la guerre des airs, un fait qui vraiment ne saurait se concevoir ; dans cette guerre, il ne peut s'agir que d'un *bombardement de destruction* » (2).

Le tir de l'artillerie à longue portée a fourni quelques exemples de bombardements de cette nature. Des villes situées à une assez grande distance du front ont reçu des projectiles. Elles n'étaient pas assiégées et l'ennemi ne cherchait pas à s'en emparer immédiatement. Ce fut le sort de Nancy, dès le 1^{er} janvier 1916 et, plus tard, de Dunkerque.

On se souvient qu'au printemps de 1918, Paris a été bombardé par des pièces tirant à plus de 100 kilomètres, alors que la capitale, très éloignée du

(1) ROLLAND : *Les pratiques de la guerre aérienne*, R.D.I.P., 1916, p. 512.

(2) FAUCHILLE : *Le bombardement aérien*, R.D.I.P., t. 24, p. 69.

champ de bataille, n'était pas menacée d'un siège ou d'un assaut. Le bombardement de Paris ne se rattachait pas directement aux opérations terrestres, qui se déroulaient à une distance considérable de l'objectif visé.

Ces tentatives sont restées exceptionnelles. Les effets produits étaient extrêmement limités. Des pièces analogues aux fameuses « Bertha » de 1918 sont fatalement peu nombreuses. Leur construction est longue et minutieuse, leur durée éphémère. Rapidement hors d'usage, elles ne donnent pas de résultats matériels importants. L'ennemi comptait surtout sur un effet moral. Il faut reconnaître que les ingénieurs qui ont conçu ces pièces d'artillerie ont résolu un problème technique d'une difficulté extraordinaire. Aujourd'hui, elles ne présentent plus guère d'intérêt que pour l'histoire de l'art militaire. On renoncera, sans doute, à mettre en œuvre des batteries aussi coûteuses, pour obtenir des effets habituellement insignifiants.

Dans la guerre navale, on a vu des escadres effectuer des raids de courte durée. Elles bombardent un point de la côte, pour détruire des fortifications ou des établissements, sans débarquer de troupes d'occupation. Des opérations de cette nature ne peuvent être fréquentes. Elles réussissent seulement par surprise. Les escadres n'atteignent facilement qu'un petit nombre de ports médiocrement gardés.

Les aéronefs permettent de recourir d'une façon courante à ces pratiques exceptionnelles. Leur rayon d'action est bien plus étendu que celui des canons à longue portée. Il est, désormais, possible de lancer des escadrilles à l'attaque d'une ville sur laquelle

elles jettent plusieurs tonnes de projectiles, au cours d'une seule opération.



En pareil cas, le rôle des aéronefs se sépare nettement des pratiques de la guerre terrestre. Il présente, au contraire, une certaine analogie avec les raids de destruction en usage dans la guerre maritime.

Il est inutile de rechercher si l'on est en présence d'une ville ouverte ou d'une localité défendue. La distinction fondamentale, consacrée par les Conférences de la Paix, cesse d'être applicable, puisque la guerre aérienne ne comporte jamais de bombardement d'occupation.

Dans la guerre terrestre, « lorsqu'on assiège une ville, il arrive qu'on la bombarde tout entière, c'est-à-dire sans distinguer entre les édifices militaires et les autres. Ce moyen a été justement critiqué, car il supprime, sans nécessité, toute distinction entre le combattant et le non-combattant. Mais, enfin, il a un but et une raison d'être » (3).

Si l'on frappe le cœur de la ville, on s'attaque à des populations inoffensives. Mais, on espère affaiblir la résistance de l'ennemi. Les souffrances infligées aux non-combattants ont pour but d'amener la reddition de la place. Dans la guerre aérienne, où il n'est pas question de soumettre la ville que l'on attaque, le bombardement ne peut jamais être dirigé contre les quartiers exclusivement habités par la population civile.

(3) PILLET : *La Guerre actuelle et le Droit des Gens*, R.D.I.P., 1916, p. 428.

L'article 25 du Règlement de La Haye interdit de bombarder « *par quelque moyen que ce soit* », les villes non défendues. Les plénipotentiaires avaient tenté d'assimiler le bombardement aérien au tir de l'artillerie soutenue par les troupes d'assaut.

On pourrait être tenté de considérer comme « *ville défendue* » celle qui oppose des moyens de combat à l'attaque aérienne et d'appeler « *ville ouverte* » celle qui ne possède aucune force pour lutter contre les appareils de bombardement. Mais, il ne convient pas de rapprocher l'emploi de batteries contre aéronefs et la résistance opposée par une ville à une tentative d'occupation.

En fait, il n'existe aucune analogie entre la guerre terrestre et le bombardement aérien à grande distance. C'est avec raison que la Commission de juristes a abandonné, en 1923, le critérium adopté par le Règlement de la guerre sur terre de 1907.

* * *

Si l'on interdit, dans tous les cas, de frapper la population civile étrangère à la lutte, les non-combattants sont protégés contre les dangers d'une attaque aérienne inopinée. Il n'est pas nécessaire de faire précéder d'un *avertissement* le bombardement par aéronefs. La sommation préalable, prescrite par les Conventions de La Haye, n'aurait aucune utilité.

En 1907, on avait exigé un avertissement dans la guerre terrestre, pour atténuer la rigueur du bombardement qui pouvait être dirigé contre le cœur d'une ville défendue afin de la contraindre à capituler. Dans la guerre aérienne, la place menacée n'a pas la faculté de se rendre pour échapper aux ra-

vages causés par les projectiles. Car on ne cherche pas à l'occuper.

Les habitants inoffensifs ne doivent pas avoir besoin de s'abriter. Le bombardement ne les menace pas, puisqu'il ne peut être dirigé que contre des ouvrages ou des établissements militaires. Il respecte la personne et les biens des non-combattants.

Au surplus, il serait illusoire de vouloir imposer au chef des forces aériennes l'obligation de prévenir son adversaire. Les bombardements s'opèrent par surprise. Ils ne réussissent pleinement que s'ils frappent à l'improviste. Ils perdent beaucoup de leur efficacité, lorsque l'ennemi est prêt à riposter immédiatement.



On s'est demandé, parfois, s'il n'était pas possible de justifier les bombardements aériens dirigés contre des non-combattants. Dans la guerre terrestre, les Conventions de La Haye autorisaient sans restrictions le bombardement des villes défendues. Par analogie, on soutient qu'il faut assimiler le pays tout entier à une ville assiégée. Si l'on accable de projectiles des populations inoffensives, n'est-ce pas pour diminuer la force de résistance de l'ennemi ?

C'est la doctrine de *l'intimidation*. Elle a été favorablement accueillie en Allemagne, où certains estimaient, à la suite du général Clausewitz « qu'on ne saurait introduire dans la guerre un principe de modération sans commettre une absurdité » (4).

(4) Dr. G. LEBON : *Enseignements psychologiques de la guerre européenne*, pp. 273, 274, 292.

Le général Hartmann affirmait, de son côté : « Quand la guerre nationale a éclaté, le terrorisme devient un principe militairement nécessaire » (5).

En frappant les non-combattants, on se propose de hâter la victoire et d'abréger ainsi les souffrances entraînées par la guerre. Bismarck s'était déjà rangé à cet avis : « Vous ne devez laisser aux populations que vous traversez que leurs yeux pour pleurer. Dans tous les cas, notre principe directeur est de rendre la guerre si terrible aux populations civiles qu'elles-mêmes supplient en faveur de la paix. » (6)

Pendant la guerre de 1914, la presse allemande comptait sur l'emploi des bombardements aériens pour abattre la résolution des alliés. « Les ministres ennemis s'efforcent, par tous les moyens, de fortifier le moral de leur peuple, c'est-à-dire de maintenir leur esprit guerrier et leur volonté de vaincre, pour rendre possible la prolongation de la guerre. Notre désir à nous est d'abréger la guerre. A cet effet, nous entendons exercer sur le moral de l'ennemi une influence contraire. Nous essaierons de faire revenir nos adversaires à de meilleurs sentiments. Or, les bombardements aériens sont, précisément, un moyen propre à atteindre ce but. Ils favorisent le mouvement pacifiste. » (7)

La *Strassburger Post* considérait le bombardement de Paris comme « un moyen de guerre extraordinairement puissant, psychologiquement et matériellement. » (8)

(5) Ibidem.

(6) Ibidem.

(7) ESSENER VOLKSZEITUNG : 15 mars 1918.

(7) *Essener Volkszeitung* : 15 mars 1918.

(8) *Journal des Débats* : 28 mars 1918.

Cette affirmation a été démentie par les faits. Le rôle qu'on attribuait à l'intimidation était exagéré. Les bombardements aériens ont fait de nombreuses victimes civiles, pendant la guerre de 1914. Ils n'ont certainement pas abrégé la durée du conflit. Les populations ont supporté l'épreuve. Leurs souffrances n'ont pas eu d'influence sur la conduite générale des opérations. En Angleterre, notamment, l'indignation soulevée par les pratiques de l'ennemi a contribué sensiblement à renforcer le sentiment national.

Le vice essentiel de la guerre d'intimidation, c'est l'incertitude absolue des résultats. Elle peut amener l'effondrement rapide de l'adversaire. Elle peut également le conduire à une résistance acharnée. Il faut condamner, sans hésiter, une méthode inhumaine qui priverait de toute protection les populations inoffensives.

On doit approuver le vœu adressé par le Comité international de la Croix-Rouge à l'assemblée de la Société des Nations réunie à Genève, pour demander « la limitation de la guerre aérienne à des buts exclusivement militaires... et l'interdiction du lancement sur les villes de projectiles qui portent la mort au milieu d'une population paisible de femmes et d'enfants, étrangers à la guerre ». (9)

La Commission de juristes a pris soin également d'indiquer, dans son projet de Règlement, certains buts en vue desquels le bombardement aérien est inadmissible :

ART. 22 : *Le bombardement aérien, dans le but*

(9) *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 1920, p. 1348.

(10) *Rivista di diritto internazionale*, 1923, fasc. I-II, p. 70.

de terroriser la population civile ou de détruire ou d'endommager la propriété privée sans caractère militaire ou de blesser les non-combattants, est interdit.

ART. 23 : *Le bombardement aérien, exécuté dans le but de contraindre à l'exécution de réquisitions en nature ou au paiement de contributions en argent, est interdit. (10)*



Par exception, un belligérant possède des droits plus étendus envers ses propres nationaux non-combattants qu'à l'égard des ennemis qui ne portent pas les armes. La guerre de 1914 a fourni plusieurs exemples de cette situation.

Dès le début des hostilités, une partie du territoire des alliés a été envahie. Dans la suite, les opérations se sont déroulées exclusivement sur le territoire de l'un des adversaires. Au cours de la lutte, les alliés ont fréquemment bombardé des localités de France, de Belgique, de Serbie ou de Russie occupées par l'ennemi. Ces bombardements aériens ont atteint des propriétés privées et causé la mort de personnes inoffensives. Il ne faut pas assimiler ces opérations aux bombardements effectués en France ou en Angleterre par les escadrilles allemandes. Les dommages, qu'ont subis les populations civiles en territoire occupé, peuvent se justifier. Ils sont l'œuvre du Gouvernement national, dont la souveraineté subsiste pendant la durée de l'occupation.

Au moment de l'invasion, un belligérant a le droit de dévaster son propre territoire, sans égards pour les propriétés particulières. Il fait sauter les

voies ferrées, il interrompt les communications, il supprime les approvisionnements et les moyens de subsistance. Aujourd'hui, il est possible d'opérer ces destructions pendant la durée de l'occupation, au moyen du bombardement aérien.

Cette pratique rigoureuse est légitime, parce qu'un Gouvernement a le droit d'imposer à ses nationaux tous les sacrifices qu'exige le salut commun. Un belligérant peut se soustraire, sur les parties de son territoire occupées par l'ennemi, à l'application des règles qu'il doit toujours observer à l'égard de son adversaire. Les dommages qu'il cause, en pareil cas, se justifient par la nécessité. Les victimes peuvent seulement demander à leur Gouvernement la réparation du préjudice qui leur a été infligé dans l'intérêt de la défense du pays. Le droit des populations civiles est alors consacré par la législation interne. Mais le Droit des Gens ne protège pas les non-combattants contre les sacrifices imposés, en temps de guerre, par leurs propres armées, lorsqu'elle opèrent sur le territoire national.

* * *

En règle générale, les bombardements aériens ne peuvent être dirigés que contre les forces organisées de l'adversaire. On s'accorde aisément pour reconnaître que les aéronefs doivent épargner les personnes inoffensives et respecter leurs biens.

Dans ces conditions, la pratique du bombardement aérien se concilie parfaitement avec les règles édictées à La Haye au sujet de la guerre maritime. La 9^e Convention de 1907 permet de bombarder les établissements militaires ou navals, les ateliers ou

installations propres à être utilisés pour les besoins de la flotte ou de l'armée ennemie, les dépôts d'armes ou de matériel de guerre. Les aéronefs doivent avoir, pareillement, la faculté de bombarder les ouvrages utilisés par l'ennemi. En revanche, ils sont tenus de respecter les édifices qui ne présentent pas un intérêt d'ordre militaire.

La Commission de juristes, réunie en 1923, s'est inspirée de ces principes. L'art. 24, § 1 du projet de Règlement indique d'une façon générale les objectifs qui peuvent être bombardés du haut des airs :

« Le bombardement aérien n'est légitime que lorsqu'il est dirigé contre un objectif militaire, c'est-à-dire un objectif dont la destruction totale ou partielle constituerait pour le belligérant un avantage militaire net. »

La règle proposée par la Commission de juristes paraît satisfaisante. On accepte, sans difficulté, le principe général édicté par l'art. 24, § 1 du projet de Règlement. Dans la pratique, il est nécessaire d'imposer aux aéronefs certaines précautions destinées à protéger efficacement les personnes et les biens des non-combattants. En outre, on est fatalement obligé de définir, avec plus de précision, les objectifs militaires contre lesquels le bombardement aérien peut être dirigé.

CHAPITRE V

LES BOMBARDEMENTS A GRANDE DISTANCE (*suite*)

Difficultés et solutions pratiques

Les bombardiers doivent être assurés d'atteindre seulement des objectifs militaires. Il peut être difficile, pratiquement, de reconnaître du haut des airs le caractère ou l'affectation des édifices. On ne risque pas, d'ordinaire, de confondre une agglomération de maisons d'habitation avec une forteresse. Il est, au contraire, malaisé de discerner, au milieu d'une ville, les établissements utilisés par l'autorité militaire. Les usines de guerre ne se distinguent pas nécessairement, à première vue, des ateliers inoffensifs d'un faubourg ouvrier.

La question présente, pour certains monuments, un intérêt tout particulier. La Commission de juristes rappelle (art. 25 du projet de Règlement), que, « dans le bombardement par aéronefs, toutes les mesures nécessaires doivent être prises par le commandant pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les navires-hôpitaux, les hôpitaux et les autres lieux de ras-

semblement des malades et des blessés, à condition que ces édifices, ces objectifs et ces places ne soient pas employés en même temps à des buts militaires ».

Le plus souvent, les édifices de cette nature sont aisément reconnaissables, même au milieu des quartiers d'habitation. On peut songer à désigner les monuments les plus précieux au moyen de signes conventionnels.

La Commission de juristes propose de signaler ainsi les édifices privilégiés : « ...Ces monuments, objets et lieux doivent, de jour, être désignés par des signes visibles aux aéronefs. L'usage de ces signes pour indiquer d'autres édifices, objets ou lieux que ceux spécifiés ci-dessus, sera considéré comme un acte de perfidie. Les signes dont il sera fait usage comme ci-dessus seront, dans le cas d'édifices protégés par la Convention de Genève, la Croix-Rouge sur fond blanc et, dans le cas des autres édifices protégés, un grand panneau rectangulaire partagé suivant une des diagonales en deux triangles, l'un blanc et l'autre noir.

Un belligérant qui désire assurer, de nuit, la protection des hôpitaux et autres édifices ci-dessus mentionnés doit prendre les mesures nécessaires pour en rendre les signes spéciaux ci-dessus indiqués suffisamment visibles ».



Malgré des précautions de cette nature, le bombardement de nuit entraîne des risques sérieux pour les non-combattants. Au cours d'une attaque aérienne, les autorités locales s'efforcent toujours de plonger la ville dans l'obscurité. Elles cherchent à faire

disparaître tous les repères qui permettraient aux bombardiers ennemis de découvrir exactement leurs objectifs. Pourtant, les aéronefs parviennent à bombarder avec succès, par des nuits claires. Les voies ferrées, le cours des fleuves nettement visibles du haut des airs servent souvent à s'orienter. Mais les bombardiers éprouvent, ordinairement, de grandes difficultés pour viser avec une précision satisfaisante.

Faut-il interdire d'une façon générale, le bombardement de nuit ? Une prohibition de ce genre serait certainement vaine. Les attaques de nuit présentent, pour l'assaillant, des avantages évidents. Au cours de vols de nuit, les aéronefs échappent, aisément, à la poursuite des avions de chasse. Les barages d'artillerie manquent de précision. Le tir de la défense n'est pas très redoutable. Aucun belligérant ne renoncerait à des opérations effectuées dans ces conditions particulièrement favorables.

En adoptant, pendant la nuit, les mesures proposées par la Commission de juristes, on parviendrait, peut-être, à protéger les hôpitaux et les autres édifices privilégiés. Mais, en désignant certains monuments au moyen de signes lumineux suffisamment visibles, on faciliterait certainement la tâche des assaillants, puisque l'on aiderait les bombardiers à s'orienter. En sorte que les mesures proposées par la Commission de juristes ne seront vraisemblablement pas observées pendant les attaques de nuit.

* * *

Certains moyens de combat employés par les aéronefs menacent tout particulièrement les personnes des non-combattants.

Les Conférences de la Paix ont interdit aux belligérants l'emploi des projectiles asphyxiants ou délétères. Elles obéissaient à une ancienne tradition qui a toujours proscrit l'usage du poison à la guerre.

On sait que la prohibition, formellement édictée à La Haye, a été méconnue depuis lors. La guerre de 1914 a consacré l'utilisation pratique des gaz asphyxiants. Pourtant, le Comité International de la Croix-Rouge réclamait avec raison, en 1920, « la prohibition absolue de l'usage des gaz asphyxiants, moyen cruel et barbare et qui inflige aux victimes de terribles souffrances ».

L'emploi des gaz asphyxiants est toujours condamnable pour des motifs d'humanité. Dans la guerre aérienne, les projectiles à gaz présentent des inconvénients particulièrement graves. Un tel procédé de destruction est aveugle. Si l'obus frappe un objectif militaire, il peut atteindre, en même temps, toute une agglomération d'habitations inoffensives. Les effets du projectile ne se font pas sentir uniquement au point de chute. La nappe de gaz se propage, après l'explosion, à une distance qui peut être assez considérable.

Dans l'avenir, on verra peut-être apparaître de nouveaux engins de combat entraînant des dangers analogues. On sait que le problème de l'avion automatique est aujourd'hui à peu près résolu. Il est facile d'imaginer des appareils sans équipages guidés, à distance, par un avion ordinaire. On conçoit, dès maintenant, un poste terrestre dirigeant un avion sans pilote au-dessus d'une ville ennemie située à plusieurs centaines de kilomètres du point de départ.

Dans ces conditions, on ne pourrait pas raisonnablement envisager un tir suffisamment précis.

Comme les « Bertha » qui bombardaient Paris, l'avion sans pilote ne respecterait pas les non-combattants.



A l'heure actuelle, il ne faut pas exagérer l'importance des risques qu'entraîne l'imprécision du tir pour les populations inoffensives. De grands progrès ont déjà été accomplis. Les méthodes de tir et les appareils de visée en service permettent de bombarder avec une précision au moins égale à celle de l'artillerie.

Il suffit d'imposer aux équipages d'aéronefs tous les soins compatibles avec le succès de l'opération. Le bombardement est critiquable, lorsque l'altitude est excessive ou quand le défaut de visibilité rend le tir incertain. Dans ce cas, les non-combattants, qui se trouvent dans une certaine zone aux abords de l'objectif, seraient menacés par les projectiles.

C'est avec raison que le projet de Règlement de la Commission de juristes interdit aux aéronefs de bombarder, dans le cas où les objectifs contre lesquels le tir peut être dirigé légitimement « *seraient situés de telle manière qu'ils ne pourraient être bombardés sans discrimination de la population civile.* »



Quelles que soient les précautions apportées par les escadrilles au cours d'un raid, les projectiles peuvent atteindre les édifices situés aux abords de l'objectif visé.

La Commission de juristes a voulu atténuer ce danger. Sur la proposition de la Délégation Italienne, elle a envisagé des mesures particulières en faveur des monuments les plus précieux. Aux termes de l'art. 26 : « *Les règles spéciales suivantes sont adoptées pour permettre aux Etats d'assurer une protection plus effective aux monuments d'une grande valeur historique situés sur leur territoire... 1° Un Etat aura la faculté, s'il le juge convenable, d'établir une aire de protection autour des monuments de ce genre situés sur son territoire. En temps de guerre, ces zones seront à l'abri du bombardement.*

...3° *L'aire de protection peut comprendre, outre l'espace occupé par le monument ou le groupe de monuments, une zone environnante d'une largeur ne dépassant pas 500 mètres, à partir de la périphérie du dit espace. »*

La Commission de juristes impose aux Etats qui auraient recours à ces mesures de protection l'obligation de les faire connaître avant le début des hostilités : ...2° *Les monuments autour desquels une aire doit être établie seront, dès le temps de paix, l'objet d'une notification aux autres Puissances par la voie diplomatique ; la notification indiquera également la limite de ces aires. Cette notification ne pourra être révoquée en temps de guerre. »*

Si un Etat accepte le bénéfice de ces dispositions de façon à soustraire certaines parties de son territoire aux attaques aériennes, il est bien évident qu'il « *doit s'abstenir de se servir des monuments historiques et de la zone qui les entoure pour des buts militaires ou au profit de son organisation militaire, de quelque façon que ce soit, et s'abstenir également*

d'accomplir à l'intérieur de ce monument tout acte ayant un but militaire ».

Il faut donc empêcher un belligérant d'abuser de ces mesures en utilisant, dans l'intérêt de ses armées, une zone protégée. En outre, un adversaire sans scrupules ne doit pas pouvoir prétendre que des monuments historiques sont employés à des fins militaires, pour se soustraire à l'obligation de les respecter.

La Commission de juristes a prévu un système d'inspections : « ...8° *Une Commission de surveillance, composée de trois représentants neutres accrédités auprès de l'Etat qui aura accepté les stipulations du présent article ou de leurs délégués, sera nommée pour s'assurer qu'il n'est commis aucune violation de l'interdiction d'utiliser les monuments protégés à des fins militaires. Un des membres de cette commission de surveillance sera le représentant (ou son délégué) de l'Etat auquel auront été confiés les intérêts de l'autre belligérant.* »

* * *

Parfois, les aéronefs ne peuvent pas reconnaître avec certitude s'ils sont en présence d'un objectif militaire. Il faut alors se contenter d'une présomption raisonnable.

Il est toujours permis de lancer des projectiles sur les gares et sur les voies ferrées. On ne doit pas admettre de distinctions arbitraires entre la zone des opérations et le reste du réseau. Les chemins de fer sont exploités, en temps de guerre, par l'autorité militaire. C'est l'ensemble des voies ferrées qui est utilisé pour les besoins de l'armée. Le ravitaillement

du front de combat ne peut être assuré que si les transports s'effectuent régulièrement sur toutes les parties du territoire.

Les règles sont plus délicates à formuler lorsqu'on envisage l'attaque des trains. Il n'est pas possible de distinguer, à coup sûr, le caractère des voyageurs ou celui du chargement transporté. Dès lors, il faut s'attacher à la nature probable du trafic sur la ligne visée. Les aéronefs bombardent légitimement les trains qui se trouvent dans une zone où ne circulent habituellement que des trains militaires. Ils doivent, au contraire, respecter les convois qu'ils rencontrent sur des lignes consacrées, presque exclusivement, à des transports civils.

* * *

On impose aux aéronefs toutes les précautions permettant d'éviter les erreurs de tir et d'atteindre avec certitude le point visé. Il reste à déterminer, d'une façon précise, les objectifs du bombardement.

On s'accorde pour reconnaître que les attaques aériennes ne doivent être dirigées que contre un objectif militaire. Pendant longtemps il a été facile de discerner le caractère militaire des personnes ou des établissements. Enrôlés sous un drapeau, portant un uniforme, soumis à l'autorité d'officiers hiérarchisés, les combattants se distinguaient immédiatement de la population civile. On se demandait, seulement, s'il fallait attribuer le même caractère à des troupes irrégulières se livrant, par surprise, à de hardis coups de main, aux côtés des armées organisées. En 1870, la question présentait encore une certaine gravité. Elle ne se pose plus désormais. Il n'y a pas à se pré-

occuper des francs-tireurs, qui ne peuvent jouer aucun rôle dans la guerre moderne.

Aujourd'hui, les troupes engagées en première ligne sont secondées par un grand nombre de services comprenant des effectifs très importants. Ils sont destinés à satisfaire les multiples besoins des armées en campagne. Les hommes appartenant aux services auxiliaires ne portent pas, effectivement, les armes. Mais, ils fournissent un concours immédiat aux troupes du front. Ils font partie de l'armée. On doit les assimiler entièrement aux véritables combattants.

Pendant la guerre de 1914, on a vu apparaître une nouvelle catégorie de mobilisés. Elle comprend des hommes qui, d'ordinaire, ne portent pas d'uniforme et qui continuent, pendant la guerre l'exercice de la profession qu'ils pratiquaient en temps de paix. Ce sont les cheminots, qui assurent l'exploitation des réseaux sous la direction de l'autorité militaire, ou bien les ouvriers mobilisés appartenant aux arsenaux ou travaillant dans les usines réquisitionnées par l'armée.

Enfin, des mobilisables placés en sursis d'appel ont cessé de faire partie de l'armée, pour être mis à la disposition d'entreprises privées dont la marche intéresse la défense nationale.

On passe ainsi, par des transitions insensibles, des combattants à une catégorie d'ouvriers civils qui collaborent à la production du matériel et des munitions. En raison du rôle essentiel que ces derniers jouent aujourd'hui, il n'est plus possible de les considérer comme des non-combattants. On ne doit pas

interdire aux aéronefs de s'attaquer à ces auxiliaires indispensables de l'armée ennemie.

Si l'on s'attache au caractère des édifices, on admettra, sans peine, le bombardement des forteresses et des ouvrages de défense, des casernes et des dépôts d'armes, d'explosifs et de ravitaillement, des arsenaux, des usines et des ateliers réquisitionnés ou mis à la disposition de l'autorité militaire. Il s'agit d'installations ou d'établissements utilisés directement pour la Défense nationale.

La Commission de juristes n'a pas indiqué de critérium permettant de reconnaître le caractère militaire de l'objectif. Elle préfère recourir à une énumération. Aux termes de l'art. 24, § 2, le bombardement aérien « *n'est légitime que s'il est dirigé exclusivement contre les objectifs suivants : forces militaires, ouvrages militaires, établissements ou dépôts militaires, usines constituant des centres importants et bien connus employés à la fabrication d'armes, de munitions ou de fournitures militaires caractérisées, lignes de communication ou de transport dont il est fait usage pour des buts militaires* ».

Le Rapport de la Commission explique que, dans la formule de l'alinéa 2 : « *établissements ou dépôts militaires* », le mot « dépôts » est destiné à comprendre tous les groupements de fournitures à usage militaire qui sont passées en la possession des autorités militaires et sont prêtes à être remises aux forces militaires. Les mots : « *fournitures militaires caractérisées* », dans la phrase suivante, indiquent celles dont la nature montre qu'elles sont certainement fabriquées à des fins militaires » (1).

(1) *Rivista di diritto internazionale*, 1923, fasc. I-II, p. 71.

Il existe, enfin, des entreprises privées dont l'activité intéresse, à différents degrés, la défense nationale. Ce sont des établissements industriels qui ont passé avec l'Administration des marchés de fournitures. Ils produisent, avec le concours de main-d'œuvre civile, les approvisionnements ou les munitions achetés par l'Etat pour les besoins des armées. Les bombardements aériens peuvent certainement être dirigés contre des usines de ce genre.

Il est vrai qu'elles ne renferment, d'ordinaire, aucun mobilisé et qu'elles emploient souvent des femmes ou des enfants. Mais, ces ouvriers qui travaillent à des fabrications de guerre ne peuvent plus bénéficier de l'immunité qui protège les populations étrangères à la lutte. En sorte que « seuls seraient illégitimes et condamnables les bombardements aériens de nature, étant données les circonstances dans lesquelles ils sont opérés à atteindre principalement ou exclusivement la population *ne coopérant pas à la production du matériel militaire* ». (2)

Cette formule fait une première brèche au respect des non-combattants. En s'engageant dans cette voie, on se condamne à de nouvelles concessions. On constate que « la guerre moderne a pris, de plus en plus, le caractère d'une lutte où sont engagées, non seulement les forces militaires organisées des belligérants, mais toutes les forces vives de chacun des Etats en présence. Par là même, dans une certaine mesure, tous les nationaux, dans chaque Etat, sont dressés contre ceux de l'autre...

Ce ne sont pas seulement les forces militaires

(2) ROLLAND : *Les pratiques de la Guerre aérienne*, R.D.I.P. 1916, p. 555.

qui sont en présence, encore que le dernier mot peut-être doive être dit par elles. Ce sont aussi les forces économiques et financières. Ne s'agissait-il pas, pour les alliés, de réduire par le manque de ressources de toutes sortes leurs adversaires ? » (3)

La fabrication du matériel d'artillerie et la production intensive des munitions, pendant le conflit de 1914, ont pris un développement absolument inattendu. Les usines qui s'y consacrent jouent, manifestement, un rôle considérable. Mais, le fonctionnement des usines de guerre serait paralysé si les transports n'étaient pas effectués régulièrement. On exploite les mines pour les alimenter. Les industries métallurgiques produisent les matières premières qu'elles doivent mettre en œuvre.

Les opérations de guerre n'exigent pas seulement des explosifs et des obus. Il faut assurer le ravitaillement des millions d'hommes appelés sous les drapeaux. Les produits du sol sont réquisitionnés. L'agriculture est au service de la Défense nationale. Toutes les formes d'activité ont une certaine importance, en temps de guerre. Si l'on permet aux aéronefs d'attaquer tous ceux qui apportent le concours de leur travail à la lutte par les armes, l'immunité des non-combattants est condamnée.

On est encore conduit logiquement à élargir le champ d'action des bombardements aériens. Il ne faut pas interdire aux escadrilles de bombardier le Ministère de la guerre où s'élaborent les décisions relatives à la conduite des hostilités. Les aéronefs peuvent, certainement, bombarder le palais du Chef

(3) ROLLAND : *L'Administration locale et la Guerre*. Rev. Droit public 1915, p. 110.

de l'Etat, le siège du Parlement. Ces édifices abritent les personnes ou les assemblées qui sont chargées de la politique générale.

On leur permettra de s'attaquer aux organes supérieurs de l'Etat et aux Administrations qui assurent le fonctionnement des grands services publics. La question ne présente pas de difficulté sérieuse pour les Administrations de la guerre et de la marine. Il faut admettre la même solution pour les services qui intéressent l'Administration générale. Le rôle de ces Administrations s'accroît, en temps de guerre, puisque l'activité économique, abandonnée d'ordinaire à l'initiative privée, est placée, presque tout entière, sous un régime de monopole.

On refusera, sans doute, d'autoriser l'attaque des services d'Enseignement dont la tâche désintéressée est manifestement étrangère à un conflit armé. Pourtant, des établissements scientifiques possèdent des laboratoires où se poursuivent des recherches utiles aux armées.

Il faut assimiler aux Administrations centralisées les services régionaux ou locaux, qui reçoivent de nombreuses attributions dans l'intérêt de la Défense nationale. Les préfets sont essentiellement des agents du pouvoir central. Les maires apportent leur concours aux réquisitions militaires. Ils participent aux opérations de recensement et de révision. Ils assurent le ravitaillement dans les limites de leur Commune.

Faut-il donc approuver le bombardement d'une préfecture, où se tient un conseil de révision, l'attaque d'une modeste mairie de village, où l'on procède

à des opérations de réquisition ? Tous les objectifs seraient licites. Il est clair que le respect des non-combattants perdrait, alors, toute portée pratique.

* * *

Il est possible d'échapper aux conclusions auxquelles on se trouve amené par une logique rigoureuse. Vattel observait déjà que « la fin légitime ne donne un véritable droit qu'aux seuls moyens nécessaires pour atteindre cette fin ; tout ce qu'on a fait au delà est réprouvé par la loi naturelle, vicieux et condamnable au tribunal de la conscience. De là vient que le Droit à tels ou tels actes d'hostilité varie suivant les circonstances. Ce qui est juste et parfaitement innocent dans une guerre, dans une situation particulière, ne l'est pas toujours en d'autres occasions ; *le Droit suit pas à pas le besoin, il n'en passe point les bornes.* »

On ne saurait soutenir, par exemple, que la destruction d'une mairie de village, ou l'incendie d'une grange pleine de fourrages destinés à l'armée, présentent un intérêt sérieux pour la conduite des hostilités. Des bombardements de cette nature sont, manifestement, inefficaces.

Il faut se résigner à sacrifier la vie des non-combattants, lorsque l'anéantissement d'une usine de guerre est susceptible d'exercer une influence sur l'issue du combat. Mais le respect des populations inoffensives reprend ses droits, quand le bombardement est sans portée pratique. Il constituerait alors un acte inutile de cruauté. On autorisera les attaques aériennes dirigées contre des non-combattants, lorsqu'elles sont de nature, par leurs répercussions, à

diminuer la force de résistance des armées. C'est en ce sens que l'on peut accepter la formule générale de la Commission de juristes, qui considère comme légitime le bombardement d'un objectif *« dont la destruction, totale ou partielle, constituerait, pour le belligérant, un avantage militaire net. »*

En revanche, l'énumération des objectifs militaires contenue dans l'art. 24, § 2 du projet de Règlement est incomplète. C'est ainsi qu'en dehors des *« usines constituant des centres importants et bien connus employés à la fabrication d'armes, de munitions ou de fournitures militaires caractérisées »*, il existe des établissements ou des services dont la destruction affaiblirait, d'une façon certaine, la défense nationale. Il faut permettre aux aéronefs de les atteindre.

Malgré les critiques qu'elle soulève, l'œuvre de la Commission de juristes conserve sa valeur. La réglementation de 1923 consacre, en théorie, la légitimité de la guerre aérienne. La Commission a reconnu, sans peine, que la Déclaration de 1907 n'apportait aucune solution aux questions que soulève la pratique du bombardement aérien. Elle s'est inspirée de l'expérience acquise pendant le conflit de 1914 pour édicter des mesures réellement efficaces. Enfin, les délégués ont tenté d'assurer, à l'avenir, l'immunité des non-combattants, sans négliger les nécessités nouvelles de la guerre.

CHAPITRE VI

LES BOMBARDEMENTS DE REPRÉSAILLES

§ 1. *La notion de représailles*

Les belligérants doivent observer, dans la conduite des opérations, les règles édictées dans l'intérêt des populations inoffensives. Si l'un d'eux méconnaît ces principes, on doit songer à le contraindre à respecter le Droit des Gens.

Les plénipotentiaires réunis à La Haye avaient prévu qu'une Puissance signataire des Actes de la Conférence pouvait se dérober un jour à ses engagements. Aussi, ont-ils envisagé, avec une timidité extrême, une sanction illusoire.

D'après l'art. 3 de la 4^e Convention de 1907 sur les lois et coutumes de la guerre sur terre : « *La partie qui violerait les dispositions du Règlement annexé à la Convention sera tenue à indemnité... s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de sa force armée.* »

On ne pouvait avoir beaucoup d'illusions sur l'efficacité de cette garantie. Il était naturel d'exiger une indemnité, dans tous les cas. On ne la réclamait que « *s'il y avait lieu* ». La sanction n'était pas im-

médiate. On n'apercevait pas le moyen de procéder au règlement, pendant la durée des hostilités. Mais, il était clair qu'à la signature de la paix, un belligérant, qui aurait triomphé par des moyens illicites, n'accorderait aucune réparation.

La Commission de juristes n'a, pourtant, pas renoncé au principe de l'indemnité. L'art. 24, § 5 du projet de Règlement stipule : « *L'Etat belligérant est soumis à la réparation pécuniaire des dommages causés aux personnes ou aux biens, en violation des dispositions du présent article, par un quelconque de ses agents ou l'une quelconque de ses forces militaires.* »

On a, parfois, songé à appliquer le Code Pénal aux violateurs des lois de la guerre. Si le coupable est fait prisonnier, on pourra le poursuivre devant un tribunal. S'il échappe, il faudra le juger par contumace. En sorte que la condamnation sera ordinairement platonique. Car les responsables se trouvent dans les Etats-Majors. Ils ordonnent des mesures. Mais ils ne participent pas à leur exécution.

Cette procédure serait, d'ailleurs, inefficace. Elle permettrait de réprimer les crimes de droit commun. Mais, on ne pourrait pas condamner les auteurs d'actes qui sont interdits par le Droit des Gens, sans être ni prévus, ni punis, par les lois pénales.

Les représailles constituent, en définitive, le seul moyen d'obliger l'adversaire à rentrer dans la légalité. On peut y recourir immédiatement. Elles sont, d'ordinaire, efficaces, parce qu'elles infligent à l'ennemi un véritable châtement.

Vattel expliquait, en ces termes, l'utilité des représailles : « Il est une espèce de rétorsion, qui se

pratique quelquefois à la guerre et que l'on nomme *représailles*. Le général ennemi fait pendre, sans sujet, quelques prisonniers. On en fait pendre le même nombre des siens et de la même qualité, en lui notifiant que l'on continuera à lui rendre ainsi la pareille pour l'obliger à observer les lois de la guerre » (1).

Bluntschli a défini très exactement le caractère des représailles : « Les nations civilisées répudient le principe qu'un Etat peut faire à l'ennemi tout ce qui lui paraît utile à sa propre cause... Lorsque l'ennemi ne respecte pas les usages de la guerre ou recourt à des moyens interdits par le Droit international, les représailles sont autorisées. On doit cependant, en usant de représailles, respecter les lois de l'humanité » (2).

La doctrine allemande a toujours reconnu la légitimité des représailles : « Dans l'exercice de ces moyens de faire le mal, les Nations civilisées de l'Europe observent généralement et sans convention particulière certaines règles qui ont pour but d'empêcher qu'il ne se commette des cruautés atroces et souvent inutiles. L'ensemble de ces règles forme la « loi de guerre » (*Kriegsgebrauch*). Il ne peut être dérogé à cette loi qu'en cas de *rétorsion* ». (3)

« Des circonstances exceptionnelles, tirées du besoin de rétablir l'égalité du combat, permettent seules de s'en affranchir et de faire ce qui est de raison momentanément... Il y aura lieu à des repré-

(1) VATTEL : *Le Droit des Gens*. Paris 1835, t. 2, p. 168.

(2) BLUNTSCHLI : *Le Droit international codifié*. Paris 1895, n^{os} 534, 567.

(3) KLUBER : *Droit des Gens moderne de l'Europe*, Paris 1874, p. 346.

sailles toutes les fois que les démarches arrêtées seront en contradiction avec les lois de l'humanité.» (4)

« L'ennemi, qui se livre à une guerre de destruction et foule aux pieds les lois de la guerre, provoque naturellement contre lui les mêmes violences. » (5)

« Il s'entend que toute violation des lois de la guerre autorise l'ennemi à violer ces lois à son tour, à exercer, en d'autres termes, des représailles de guerre. » (6)

À l'exemple des juristes, le Grand Etat-Major allemand envisageait, dans la pratique, l'usage de représailles : « Les lois de la guerre qui limitent l'emploi sans restriction, ni ménagement, de tous les moyens à la disposition d'un belligérant et contribuent ainsi à l'humanisation de la guerre ont une existence réelle et les armées de tous les pays s'y conforment... Mais l'observation n'en est garantie par aucune autre sanction que la crainte des représailles. » (7)

En doctrine, la légitimité des représailles a pourtant été contestée. Certains juristes reconnaissent que la pratique est très ancienne. Ils admettent qu'elle puisse présenter, pour les belligérants, une utilité de fait. Mais ils estiment que les mesures, qui sont illicites par leur nature, échappent à toute réglementation. « Nous sommes en dehors du Droit pénal,

(4) HEFFTER : *Le Droit international de l'Europe*. Berlin 1883, p. 284.

(5) Baron Von NEUMANN : *Droit des Gens moderne*. Paris, 1886, p. 172.

(6) Von HOLTZENDORFF : *Elem. de Droit internat. public*, Paris 1891, p. 167.

(7) *Kriegsbrauch im Landkriege*, 1902, trad. fr. 1904, introd., p. 5.

nous sommes même en dehors du Droit, quand on parle de représailles. En effet, en commettant un acte de représailles, on commet un acte injuste en soi. » (8)

On accepte, sans peine, l'emploi des représailles quand elles sont dirigées contre les auteurs mêmes des infractions commises. On se borne alors à punir les coupables. Mais, c'est une hypothèse exceptionnelle.

Il est déjà plus difficile d'admettre les représailles lorsqu'elles frappent des militaires qui n'ont pas violé personnellement le Droit des Gens. Elles s'expliquent encore par une raison de solidarité, qui permet de faire porter les représailles sur certains combattants, lorsque les actes dont on se plaint émanent d'autres combattants. C'est à l'armée ennemie qu'il appartient de mettre fin aux pratiques contre lesquelles on proteste.

Au contraire, les représailles exercées contre des non-combattants, à l'occasion d'irrégularités commises par des combattants, soulèvent de sérieuses objections. On a montré qu'alors « ce moyen de guerre n'est employé que pour intimider l'adversaire par le spectacle des souffrances infligées à une population innocente. Ces représailles tendent à mettre la population civile en opposition d'intérêts avec l'armée qui la défend, à se servir de l'une pour agir sur l'autre. » (9). Elles se justifient seulement parce qu'on espère obliger ainsi l'ennemi à respecter les lois de la guerre.

Pour faire cesser des pratiques illégitimes, on a

(8) RENAULT : *Revue pénitentiaire* 1915, p. 410.

(9) PILLET : *Les lois actuelles de la guerre*, § 145.

parfois bombardé, à l'aide d'aéronefs, les installations militaires de l'arrière. Pendant la guerre de 1914, certains communiqués ont désigné ces opérations sous le nom de bombardements de représailles. Elles sont certainement légitimes, puisqu'elles ont pour objectif les forces combattantes de l'adversaire. Mais, elles ne présentent pas le caractère de représailles, bien qu'elles soient destinées à répondre à des actes interdits par les lois de la guerre.

Les *bombardements de représailles* proprement dits frappent des populations inoffensives et des édifices qui ne présentent aucune utilité pour la défense nationale.

En autorisant les représailles, on doit permettre à un belligérant d'employer les moyens illicites qui obligent son adversaire à respecter le Droit des Gens. On ne saurait définir à l'avance, d'une façon précise, les mesures de représailles. Il faut laisser aux chefs militaires le choix des procédés qui leur sembleront propres à atteindre le but.

Les considérations d'humanité n'apportent pas ici un élément de modération. L'efficacité des sanctions dépend ordinairement de la violence avec laquelle elles sont appliquées. Les représailles sont légitimes, dans la mesure où elles sont utiles. On ne doit pas admettre que la fin justifie les moyens mis en œuvre. Mais, le but poursuivi est une excuse pour le belligérant qui est contraint de recourir aux représailles.

Toutefois, on ne peut tolérer l'emploi des représailles, lorsqu'elles ne permettent pas d'atteindre le résultat cherché. Il faut condamner les souffrances infligées, sans utilité, aux populations inoffensives.

Le bombardement des villes ouvertes de l'arrière n'est efficace que s'il présente un lien suffisamment étroit avec les circonstances qui ont obligé d'user de représailles. L'Etat-Major français a souligné le caractère de ces mesures en indiquant, à partir de 1916, dans ses communiqués, qu'il prenait acte, en vue de représailles futures, des violations du Droit des Gens commises par l'ennemi.

On restreint ainsi, dans une large mesure, les abus que la pratique peut entraîner. Et l'on permet aux belligérants d'appliquer des sanctions efficaces à des actes qui, en l'absence de représailles, se commettraient impunément.

En sorte qu'il ne faut pas, semble-t-il, condamner sans réserves les bombardements aériens de représailles. « Ceux-ci sont admissibles, s'ils doivent répondre à des irrégularités certaines, s'ils sont de nature à amener l'ennemi à rentrer dans la régularité, s'ils ne dépassent pas ce qui est nécessaire pour cela. » (10).

§ 2. *Les représailles et l'opinion*

La légitimité des représailles, bien qu'elle fut communément admise par les auteurs et consacrée par des pratiques très anciennes, n'a pas été reconnue sans résistance pendant la guerre de 1914.

En France, l'opinion s'est prononcée immédiatement en faveur des représailles. La lutte était engagée sur le territoire national. On avait sous les yeux les actes accomplis au mépris des lois de la guerre. L'émotion provoquée par les excès des ar-

(10) FAUCHILLE : *Traité*, t. 2, p. 618, n° 1440 (28).

mées allemandes était particulièrement vive chez les Français, qui se trouvaient être les premières victimes de ces abus.

Il fallait appliquer à l'ennemi un traitement identique. En procédant à des mesures de rétorsion, on se bornait à combattre l'adversaire avec ses propres armes. En usant de représailles, on l'obligeait à renoncer à des méthodes inhumaines. Tandis que l'on encourageait tous les excès, en s'abstenant de recourir à des sanctions appropriées.

En réponse à l'attaque de villes sans défense, la presse française réclamait, dès 1916, des bombardements de représailles : « Quand les Allemands sauront que chacun de leurs attentats leur vaudra une attaque prompte et efficace contre une de leurs villes, ils renonceront à ce jeu de pirates... Il faut que ces représailles soient immédiates et redoutables. Il y a là une nécessité urgente, un vœu de la population tout entière. » (11)

On sentait que les protestations inspirées par des motifs d'humanité resteraient vaines. « Il faut chercher à faire reculer l'ennemi par la menace et les représailles. Ce n'est pas en montrant à l'Allemagne nos listes de femmes et d'enfants déchiquetés par ses bombes, qu'on la fera réfléchir à l'ignominie de sa conduite, au contraire. La casuistique et les scrupules ne seraient qu'une lâche façon de tendre la gorge au gladiateur. » (12)

« Devant cette mentalité, l'on se demande si tous les moyens ne devraient pas être utilisés pour mettre bas l'ennemi. Quelles représailles pourraient

(11) *Le Matin* : 30 janvier 1916.

(12) A. CAPUS : *Le Figaro*, 31 janvier 1916.

désormais ne pas sembler légitimes pour hâter l'effondrement des barbares ? En tous cas, ils seront mal venus à protester, si les armes qu'ils ont traîtreusement employées viennent à se retourner contre eux. » (13)

« Il faut aller chercher dans leurs aires ces rapaces de nuit et, dans leurs villes, les complices qui se réjouissent de leurs exploits. Nous n'avons pas le droit de bêler, à la façon des brebis, devant l'abattoir déjà ensanglanté. » (14)

« Celui qui, au nom de la tendresse humaine, se refuse à rendre à des massacreurs de femmes et d'enfants la monnaie sanglante de leur pièce fait figure de jocrisse. On n'évangélise pas l'assassinat ! Aux Zeppelins on n'oppose pas les principes ! » (15)

Les représailles n'avaient rencontré, en France, aucune opposition sérieuse. L'opinion anglaise éloignée du théâtre de la guerre ne ressentait pas aussi vivement les excès commis sur un territoire étranger.

Sans doute, elle condamnait formellement les pratiques allemandes. Mais, elle n'admettait pas qu'on pût user des mêmes procédés. La guerre, pensait-elle, doit être conduite loyalement. L'adversaire emploie des moyens interdits. Il convient, néanmoins, de continuer à observer les règles mécon nues.

Le Gouvernement défendait cette thèse. M. Tenant déclarait aux Communes : « La politique des représailles a toujours été l'objet de controverses. Le

(13) *Le Temps* : 1^{er} février 1916.

(14) POLYBE : *Le Figaro*, 5 février 1916.

(15) A. GUINON : *Le Gaulois*, 10 février 1916.

Royal Flying Corps est un corps militaire, engagé dans des opérations militaires. Les abominables raids de l'ennemi, contre des villes ouvertes et des populations sans défense, ne doivent pas avoir pour résultat de détourner l'énergie de nos forces combattantes de leur devoir militaire essentiel ». (16)

Et, comme l'opinion s'inquiétait des attaques dirigées contre les villes anglaises, le lord Grand Chancelier Buckmaster déclarait, à Londres, le 13 février 1916 : « Nous nous vengerons de ces incursions aériennes sur les armées, sur les champs de bataille et sur les places fortes de l'ennemi. »

Le principe même des représailles était ainsi formellement condamné.

On s'aperçut bientôt que l'ennemi abusait des scrupules du peuple anglais. W. D. Gainsford déclarait : « Nous nous enchainons par d'erronés motifs de conscience, nous offrons une prime aux violateurs du droit. » (17)

On commençait à regretter les effets désastreux d'une attitude chevaleresque. « Je crains parfois, écrivait le professeur J.-H. Morgan, que notre idéalisme ne soit qu'une forme de la sottise. » (18)

Des hommes de lettres bien connus du public, comme Arthur Conan Doyle, prirent parti résolument en faveur des représailles (19).

Lord Roseberry demandait « que l'on fît comprendre à ces gens-là ce qu'est leur triomphe, en rendant une visite similaire à leurs foyers. » (20)

(16) *Times* : 21 octobre 1915.

(17) *Times* : 20 octobre 1915.

(18) *Times* : 9 février 1916, p. 9.

(19) *Times* : 18 octobre 1915 ; 22 janvier et 8 février 1916.

(20) *Times* : 4 février 1916.

D'autre part, les raids sur Londres et les localités situées à l'embouchure de la Tamise devenaient fréquents et meurtriers. L'opinion, longtemps indifférente aux excès commis en France, commençait à s'émouvoir. Car, on supporte moins aisément ses propres maux que ceux d'autrui.

Au cours du raid du 13 juin 1917, on compta 589 victimes. 16 femmes et 26 enfants avaient été tués. 122 femmes et 94 enfants étaient blessés. Un meeting de protestation se réunit à London Opera House pour demander des représailles. (21)

Les hommes politiques ne tardèrent pas à obéir aux vœux de l'opinion. Parlant au banquet des avocats de Londres, à Gray's Inn, lord Rothermere, ministre de l'Aviation, exposait la nouvelle politique du gouvernement britannique. Il déclarait que le cabinet Lloyd George ne s'opposait nullement aux représailles aériennes, car il était du devoir de l'Angleterre de venger le meurtre des femmes et des enfants innocents.

« Puisque l'ennemi le veut, affirmait-il aux applaudissements de tous, ce sera œil pour œil, dent pour dent et nous nous efforcerons d'obtenir la revanche la plus complète. Nous sommes décidés à rendre à l'ennemi, *par un traitement identique*, toutes les violences qui seront commises contre la population civile de notre pays. » (22)

Après de longues hésitations, les alliés s'attaquèrent, à leur tour, à des villes ouvertes de l'arrière. La presse allemande exprima son indignation. Pour justifier les raids accomplis en France et en Angle-

(21) *Journal des Débats* : 15, 16, 17 et 19 juin 1917.

(22) *Le Temps* : 16 novembre 1917.

terre, on leur attribua le caractère de représailles. La *Kolnische Zeitung* déclarait ainsi que « *des expéditions aériennes de châtiment*, contre les deux nids de brigands au bord de la Seine et sur les rives de la Tamise, sont pleinement justifiées. » (23)

Tous les belligérants firent donc appel à la notion de représailles. La légitimité de leur emploi n'était plus discutée. A. Capus résumait ainsi l'opinion généralement admise, à la fin des hostilités : « Les représailles furent d'abord pratiquées par les Anglais avec leur vigueur et leur audace accoutumées et d'instinct, pour ainsi dire, comme une riposte de boxeur. En France, le bon sens public n'hésita pas davantage et ce fut une grande déception quand les retards de notre aviation de bombardement ne permirent point de répondre, tout de suite, aux raids ennemis. Il était intéressant de connaître la conception américaine : elle s'est nettement formulée, ces jours derniers, semblable à la nôtre.

A la base de la théorie des représailles, l'esprit américain met l'idée de châtiment idée logique quand on songe aux hautes raisons morales qui ont poussé les Etats-Unis à se ranger à nos côtés. En somme, les représailles, quelle que soit la signification qu'on leur attribue, sont désormais tenues pour justes et nécessaires.

Ce ne sont pas les alliés qui ont créé les formes barbares de cette guerre, les gaz toxiques, par exemple. Mais, quelle n'eut pas été notre infériorité, si nous n'avions pas employé, aussitôt que possible, ces procédés monstrueux de combat. Nous serions déjà

(23) *Le Temps* : 3 février 1916.

vaincus et l'Allemagne règnerait sur le Monde. C'est elle alors qui nous traiterait de barbares, pour n'avoir pas su nous défendre contre sa science et son génie.

La même observation s'applique aux bombardements aériens de l'arrière préconisés par les docteurs allemands comme un moyen infaillible d'agir sur la résistance générale d'un pays. Or, l'expérience a montré qu'il n'était pas infaillible, mais qu'il était puissant. Il a fallu un tempérament national bien trempé et notre profond espoir en la victoire pour nous immuniser à la longue.

Maintenant, nous sommes à l'abri, sinon des raids, du moins de leur influence déprimante. C'est au tour de l'Allemagne de subir ces rudes épreuves et c'eût été une véritable trahison de notre cause que de les lui épargner. » (29)

Ce qu'on invoquait ainsi, pour justifier les bombardements aériens dirigés contre les populations inoffensives, ce n'était plus la notion de représailles, mais bien l'idée de *réciprocité*.

L'ennemi a donné l'exemple. On lui applique les méthodes dont il a lui-même inauguré l'emploi. La pratique des représailles présente alors un grand danger. On perd de vue l'irrégularité première qu'il s'agissait de sanctionner. Les opérations que l'on réprouve sont admises, tout d'abord, sous la forme de représailles. Puis, on s'y accoutume rapidement. Et les lois de la guerre sont bientôt oubliées.

La Frankfurter Zeitung observait, avec raison, que « les mesures de représailles ne sont jamais que

des moyens de fortune. Elles ne sont pas dénuées de toute valeur, même en temps de guerre. Mais, elles paraissent peu utiles quand l'intention de représailles n'est pas réalisée d'un seul coup et a pour conséquences une série d'actions et de réactions. Dans la guerre aérienne, les représailles, sans aucun doute, n'ont été jusqu'à présent d'aucun profit ; la série des faits, qui en ont résulté, ne finit pas. » (25)

CHAPITRE VII

LES BOMBARDEMENTS AÉRIENS PENDANT LA GUERRE DE 1914

§ 1. *Quelques exemples de bombardements irréguliers*

Les bombardements aériens ont fait subir, au cours des hostilités, de nombreuses atteintes à l'immunité des non-combattants. Les aéronefs n'ont pas visé seulement des objectifs militaires. Ils ont souvent frappé des villes, où n'existaient ni fortifications, ni établissements utiles à la Défense nationale. Leurs projectiles ont atteint les quartiers habités exclusivement par la population civile. Des bombes sont tombées sur des édifices étrangers à la lutte, des églises et des hôpitaux.

Les attaques aériennes de Paris sont encore présentes à toutes les mémoires. Le premier bombardement eut lieu le 30 août 1914. La proximité des lignes rendait l'opération praticable pour des appareils encore très imparfaits. La capitale subit de nouveaux raids en septembre et en octobre 1914. Les bombardements furent très rares pendant les années suivantes. On compte seulement 3 attaques au mois

de mai 1915, une seule en 1916, une autre en juillet 1917. Les raids recommencèrent le 30 janvier 1918 et ils se succédèrent jusqu'au 15 août avec une intensité extraordinaire.

On évalue le nombre des projectiles tombés sur la ville à 15 en 1914, 70 en 1915, 61 en 1916, 14 en 1917 et 396 pendant les dix derniers mois de la guerre. Le nombre des victimes s'élève à 1211, parmi lesquelles on compte 402 morts (1).

La ville de Nancy, où il n'y avait ni troupes, ni établissements militaires, ni artillerie, a été bombardée d'une façon systématique. L'ennemi n'ignorait pas que les batteries et les troupes évoluaient à une assez grande distance de la ville. Les obus tombèrent au hasard, sur une assez grande étendue et sans qu'aucun but fut spécialement visé, atteignant surtout des gens inoffensifs. (12)

On doit encore citer Calais au nombre des villes qui ont particulièrement souffert des attaques aériennes. A la date du 3 août 1918, le nombre des bombardements s'élevait à 220 (157 alertes sans projectiles sur la ville, 58 bombardements par avions, 4 par dirigeables, un par mer). La ville avait reçu 1415 projectiles, qui ont causé la mort de 185 personnes et en ont blessé 364 parmi la population civile. (3)

Le 1^{er} septembre 1914, une bombe est tombée sur le marché de Lunéville. Il y eut 46 tués et une cinquantaine de blessés. (4)

(1) *Journal des Débats* : 19 décembre 1918.

(2) *Rapports et procès-verbaux de la Commission d'enquête*, I, p. 108.

(3) *Le Journal* : 13 août 1918.

(4) *Rapports et procès-verbaux de la Commission d'enquête*, V, p. 37.

En Belgique, Gand, Ostende, Ecloo, Deynze, Dottignies, Thielt, ont subi des dommages. (5)

Parmi les villes italiennes, on signale notamment Brescia, Bergame, Milan, Ravenne, Trévis, Vienne (6) et même Naples, en dépit de la distance (7). En 1915, Vérone reçut 30 bombes qui atteignirent la place aux Herbes, où se tenait le Marché, éloigné de tout établissement militaire. (8)

Les bombardements dirigés contre l'Angleterre causèrent également d'importants dommages aux non-combattants. L'agglomération de Londres, à laquelle tout le monde reconnaissait le caractère de ville non fortifiée et les petites localités de la côte sud-est de l'Angleterre, uniquement habitées par des populations inoffensives, ont été fréquemment attaquées au cours de la guerre.

Le 31 janvier 1916, on signale un raid sur les comtés de Derby, de Leicester, de Lincoln, de Safford, de Suffolk et de Norfolk (9). Le 5 septembre 1916, 13 dirigeables attaquent Londres et le Midland (1). Le 28 mai 1917, on comptait déjà 44 raids. Le nombre de tués s'élevait à 409 (221 hommes, 115 femmes et 73 enfants), celui des blessés à 1005.

Le 7 juillet 1917, 32 avions survolent Londres, où l'on relève 37 tués et 142 blessés (11). Au mois

(5) *Rapport sur la violation du Droit des Gens en Belgique*, I, p. 105.

(6) *Le Temps* : 20 juillet et 31 octobre 1915 ; 12 février et 19 mai 1916.

Journal des Débats : 16 février, 20 septembre et 16 novembre 1916 ; 21 août 1918.

(7) *Journal des Débats* : 13 mars 1918.

(8) *Le Temps* : 16 novembre 1916.

(9) *Le Temps* : 11 février 1916.

(10) *Journal des Débats* : 5 septembre 1916.

(11) *Daily Express* : 25 juillet 1917.

d'août 1917, la petite ville de Southend, à l'embouchure de la Tamise, puis Douvres, Ramsgate et Margate, ont été bombardées. A la même époque, des Zeppelins atteignirent le comté d'York (12).

La Ville de Londres a été attaquée de nouveau en janvier 1918 (13). Un raid effectué le 17 février est le centième de la guerre (14). D'autres eurent lieu pendant les mois de mars et de mai (15).

Au cours de l'année 1917, 32 raids ont atteint l'Angleterre (14 sur Londres). Le nombre des victimes s'élève, pour cette période, à 411 morts et 1376 blessés. L'expédition la plus meurtrière a eu lieu le 13 juin 1917 (97 morts et 439 blessés). (16)

Les aéronefs n'ont pas respecté les édifices qui doivent être épargnés par les belligérants. Des églises ont été touchées à Compiègne (17), à La Panne (18), à Cettigné (19). A Ravenne, un projectile a endommagé l'église Saint-Apollinaire (20). Venise a été fréquemment attaquée. Des bombes ont atteint l'église Degli Scalzi et la piazzetta San Marco (21).

Les installations sanitaires, qui n'ont pas toujours été respectées par l'artillerie dans la guerre terrestre, eurent également à souffrir des bombardements aériens.

Pendant les premières années du conflit, on cite

(12) *Journal des Débats* : 24 août 1917.

(13) *Journal des Débats* : 30 janvier 1918.

(14) *Journal des Débats* : 18 février 1918.

(15) *Journal des Débats* : 9 mars et 22 mai 1918.

(16) *Gazette de Lausanne* : 5 avril 1918.

(17) *Le Temps* : 28 octobre 1914.

(18) *Journal de Genève* : 25 décembre 1915.

(19) *Le Temps* : 7 janvier 1915.

(20) *Le Temps* : 26 février 1916.

(21) *Le Temps* : 27 mai et 27 octobre 1915 ; 14 août 1916 ; 27 novembre 1917.

les attaques dirigées contre des hôpitaux à Compiègne (22), à Epernay (23), à Hazebrouck (24), à Mourmelon (25) et à Vicence (26). Des faits analogues ont été signalés sur le front oriental à Radom, à Yaslo, à Volia Rzendzinska et à Ostrolenka (27).

Dans la suite, les opérations de bombardement devinrent plus nombreuses et plus efficaces. Des hôpitaux ont été fréquemment atteints au cours des raids. Parmi les attaques les plus meurtrières, on peut signaler le bombardement de l'hôpital de Vadelincourt, dans la nuit du 4 au 5 septembre 1917. Il y eut 19 tués et 26 blessés. (28)

Au cours d'un bombardement d'Etaples, le 19 mai 1918, plus de 300 blessés ou malades ont été tués dans les hôpitaux (29). A la même époque, un hôpital anglais était attaqué à son tour. Au nombre des victimes, on aurait compté 1500 tués, dont 45 médecins, infirmiers ou infirmières. (30)

§ 2. *Les raisons invoquées*

Les méthodes introduites par les armées allemandes et autrichiennes dans la pratique du bombardement aérien, sans égards pour les non-combattants, ont été justement condamnées au cours même des hostilités.

(22) *Le Temps* : 12 novembre 1914.

(23) *Le Temps* : 28 novembre 1914.

(24) *Le Temps* : 12 septembre 1915.

(25) *Communiqué français* : 15 avril 1915.

(26) *Communiqué italien* : 12 janvier 1916.

(27) *Rapport de la Commission d'enquête sur les atrocités allemandes*. 3^e fasc.

(28) *Journal des Débats* : 8 septembre 1917.

(29) *Journal des Débats* : 30 mai 1918.

(30) *Journal des Débats* : 1^{er} juin 1918.

Ainsi, en 1915, à la suite des attaques de Bari et de Venise (31) et, en 1916, lors des bombardements de Rimini et de Ravenne (32, le nonce à Vienne a transmis au Gouvernement austro-hongrois les protestations du pape contre les raids qui avaient pour objectif des villes ouvertes et sans défense, des monuments historiques et des églises. Dans une lettre à l'évêque de Trévise, le cardinal Gaspari exprimait la réprobation du Saint Siège à l'égard de « moyens d'action si funestes pour la population pacifique et innocente des Nations belligérantes. »

Aussi, les Etats-Majors ont-ils souvent tenté de justifier, à l'aide de raisons diverses, des opérations que l'on considérait comme interdites par le Droit des Gens.

Les Conventions de La Haye permettaient de bombarder les villes défendues, les ouvrages et les établissements utilisés par l'armée ennemie. Le Gouvernement allemand a prétendu viser des places fortes, alors que les bombardements atteignaient, en réalité, les quartiers habités par une population inoffensive.

C'est pourquoi il parle d'attaques contre « *la forteresse de Paris* » (33), contre des installations militaires, à Lunéville, à Furnes, à Poperinghe, à Amiens (34).

L'objectif visé, c'est les gares et les installations ferroviaires à Châlons, à Vitry-le-François (35), à

(31) *Le Temps* : 20 juillet et 31 octobre 1915.

(32) *Le Temps* : 12 février 1916.

(33) *Communiqués allemands* : 29 et 30 janvier 1916.

(34) *Communiqués allemands* : 13 juin 1915 et 23 février 1916.

(35) *Communiqué allemand* : 15 octobre 1915.

Bar-le-Duc (36), à Milan (37) et à Mestre (38), les casernes et les arsenaux à Venise (39).

Lorsque des églises ou des monuments historiques ont été atteints, l'ennemi a parfois soutenu que ces édifices avaient reçu une affectation militaire.

Le Gouvernement italien a protesté contre cette tentative de justification : « La Gazette de Voss annonce que des appareils radiotélégraphiques et des canons anti-aériens ont été placés sur la cathédrale de Milan et sur l'église de Saint-Marc, à Venise, ce qui justifierait éventuellement les attaques aériennes des Autrichiens. Cette nouvelle est complètement fausse et paraît avoir pour objet de préparer l'opinion publique à des attaques analogues à celles de Reims et de Louvain. » (40)

Dans certains cas, l'autorité militaire a reconnu l'existence des dommages. Elle s'est contentée d'invoquer la dérive des projectiles et les erreurs de tir inévitables.

A la suite du bombardement de Ravenne, qui faillit anéantir l'église Saint-Apollinaire, la Wiener allgemeine Zeitung déclarait : « L'objet de l'attaque aérienne dirigée, le 12 février, sur Ravenne, était la gare de cette ville, dont l'église de Saint-Apollinaire n'est que peu éloignée. Pour cette cause, et en raison du fait que l'attaque aérienne s'est produite par un vent assez fort et d'une hauteur relativement

(36) *Communiqué allemand* : 7 mars 1916.

(37) *Communiqué autrichien* : 15 février 1916.

(38) *Communiqué autrichien* : 12 juin 1916.

(39) *Communiqué autrichien* : 11 août 1916.

(40) *Communiqué du Gouvernement italien à la presse* : 10 juin 1915.

considérable, il est certainement possible que l'église ait été endommagée. Mais, il va de soi que les dégâts causés sont dûs uniquement au hasard et n'étaient nullement prémédités. » (41)

Cette dernière excuse renferme une certaine part de vérité. Le bombardement aérien n'est pas encore absolument précis. Les projectiles lancés sur les gares, les casernes, les arsenaux ou les usines de guerre peuvent, manifestement, atteindre les édifices voisins de l'objectif visé.

L'opération est licite, quand elle présente seulement, pour les populations inoffensives, les dangers qu'il est impossible d'écarter. Elle est certainement irrégulière, lorsque les risques qu'elle entraîne sont vraiment excessifs.

Il serait trop facile d'attribuer les dommages aux caprices du vent et à l'effet d'un hasard malheureux. C'est pourquoi, les bombardements de nuit, ceux qui sont effectués d'une hauteur exagérée, ou bien dans des conditions atmosphériques défavorables, doivent être condamnés, parce qu'ils imposent aux non-combattants des risques excessifs.

D'ailleurs, certains communiqués allemands n'ont même pas essayé de dissimuler le véritable objectif de raids aériens. C'est ainsi que le Chef de l'Amirauté déclarait, le 14 octobre 1915 : « Nos dirigeables de marine ont attaqué *la Ville de Londres* et d'importants établissements dans ses environs, ainsi que la batterie d'Ipswich. Au cours de plusieurs attaques, de nombreuses bombes explosives et incendiaires ont été lancées sur *la Cité de Londres*, sur les

(41) *Journal de Genève* : 14 février 1916.

docks de Londres, les réservoirs de Hompton, près de Londres et de Wolwich ».

Dans bien des cas, les aéronefs ont visé des points éloignés de tout établissement militaire, tels que la place aux Herbes, à Vérone, le centre de Venise, le marché de Lunéville.

Enfin, on peut citer des bombardements qui ne comportaient aucune erreur possible. Ainsi, des hôpitaux anglais et américains furent bombardés, en mai 1918, par des avions qui, volant très bas, avaient nécessairement aperçu les grandes croix rouges se découpant sur un fond blanc, car la nuit était très claire. (42)

Pour répondre aux bombardements irréguliers de l'adversaire, les alliés ont eu recours à des raids de représailles. C'est ainsi que, le 26 juin 1916, la ville de Karlsruhe a été l'objet d'une attaque aérienne, au cours de laquelle 257 personnes furent tuées ou blessées. En relatant cette opération, le communiqué français mentionnait que le bombardement de Karlsruhe avait été ordonné en représailles des raids ennemis sur les villes ouvertes de Bar-le-Duc et de Lunéville, qui avaient coûté la vie à de nombreuses victimes inoffensives.

On pourrait ajouter que du 6 février au 19 mai 1916, période pendant laquelle l'Aviation française s'était abstenue de tout bombardement des villes en arrière du front ennemi, les Allemands avaient attaqué Béthune six fois, Amiens six fois, Epernay quatre fois, Fismes trois fois, Gérardmer cinq fois, Lu-

(42) *Journal des Débats* : 25 mai 1918.

néville neuf fois, Baccarat cinq fois, Raon l'Etape cinq fois. (43)

Par la suite, les communiqués français ont toujours enregistré, en vue de représailles, les bombardements irréguliers accomplis par l'ennemi.

La ville de Trêves a été bombardée, le 2 mai 1917, en représailles de l'attaque de Châlons et d'Epervain (44) et, plus tard, pour répondre au lancement de projectiles sur des formations sanitaires (45), Francfort sur le Mein, à la suite de raids sur Nancy et sur la région nord-est de Paris (46), Stuttgart et Coblenz, en représailles des bombardements de Dunkerque et de Bar-le-Duc. (47)

Si l'on admet la pratique des représailles, la légitimité de ces différentes opérations n'est pas douteuse. Les irrégularités commises par l'adversaire étaient certaines. Les Gouvernements alliés les avaient officiellement constatées avant d'ordonner des mesures de représailles.

La presse allemande protesta, néanmoins, contre les raids accomplis par les escadrilles des alliés. A la suite de l'attaque de Karlsruhe, elle s'indigna contre « la scélératesse de ce bombardement sans aucun but militaire, d'une ville ennemie ouverte ».

Les communiqués allemands ont essayé de justifier certaines de leurs incursions aériennes, en les

(43) *Le Temps* : 30 juin 1916.

(44) *Communiqué* : 2 mai 1917, 23 h., J. O., 3 mai 1917, p. 3548.

(45) *Communiqué* : 5 sept. 1917, 14 h., J.O., 6 sept. 17, p. 7037.

(46) *Communiqué* : 12 août 1917, 14 h., J.O., 13 août 17, p. 6367.

(47) *Communiqué* : 2 octobre 1917, 14 h., J.O., 3 octobre 17, p. 7855.

présentant comme des opérations de représailles. L'un d'eux déclarait, par exemple : « En représailles du lancement de bombes par des aviateurs français sur la ville de Fribourg, *ouverte et en dehors du théâtre des opérations*, nos dirigeables ont attaqué, les deux dernières nuits, *la forteresse de Paris*, apparemment avec succès. » (48)

On a pu constater que la pratique des représailles n'a pas permis de mettre fin aux violations du Droit des Gens. Elles ont fourni l'occasion de nombreux raids, au cours desquels on a frappé, de part et d'autre, les populations inoffensives.

L'opinion s'est habituée à l'idée du bombardement des villes au moyen d'engins « aveuglément meurtriers, qui causent des dégâts militaires seulement par accident. » (49)

En Allemagne, des impérialistes exaltés ont fait, sans pudeur, l'apologie de ces pratiques. On a pu lire dans le Manifeste de la Ligue allemande pour la ~~flotte~~ aérienne : « Quand, des quartiers incendiés de Londres, de la capitale du Monde, les colonnes de feu montaient en rougissant vers le ciel nocturne, de ces flammes jaillit le rayonnement d'une *conception nouvelle*. Quand les escadres des hardis aviateurs traversaient la mer du Nord pour jeter la calamité sur l'Angleterre, alors ces exploits héroïques firent résonner le chant nouveau d'une nouvelle guerre. » (50)

(48) *Communiqué allemand* : 31 janvier 1916.

(49) Déclaration de Sir Edward Grey. *Le Temps* : 17 mai 1916.

(50) *Le Temps* : 20 juillet 1916.

En définitive, la pratique du bombardement aérien pendant le conflit de 1914 a porté une atteinte, peut-être irréparable, à l'immunité traditionnelle des non-combattants.

CONCLUSION

Les principes, dont s'inspiraient les Conventions de La Haye, ont été fréquemment méconnus pendant la guerre de 1914. Ils ont perdu beaucoup de leur autorité. Pourtant, l'œuvre des Conférences de la Paix n'est pas abandonnée. La Commission de juristes instituée par la Conférence de Washington s'est déjà efforcée de définir les règles applicables, aujourd'hui, à la guerre aérienne. Mais, le bombardement aérien reste encore soumis aux seules coutumes du Droit des Gens. Les Grandes Puissances, qui ont conclu des accords sur la navigation aérienne pour le temps de paix, ont pris soin de stipuler qu'en cas de guerre ces conventions ne porteraient aucune atteinte à la liberté d'action des Etats contractants, soit comme belligérants, soit comme neutres. (1)

Sur les champs de bataille où les escadrilles apportent leur concours aux troupes de terre, les bombardements n'augmentent pas sensiblement les risques auxquels les non-combattants sont exposés.

Dans la zone de combat, les armées prennent possession du terrain, des édifices, des moyens de transport et des voies de communication. La population est souvent évacuée et l'autorité militaire réquisitionne les propriétés particulières.

Les aéronefs doivent respecter les populations

(1) Convention du 13 octobre 1919, art. 38.

inoffensives. Mais, ils peuvent s'attaquer, même à l'arrière, aux combattants et aux installations militaires. Les établissements militaires sont fréquemment disséminés au milieu des habitants pacifiques de la localité visée. Les non-combattants peuvent être victimes de l'imprécision du tir.

Ils sont particulièrement exposés au cours des raids de nuit, pendant lesquels les projectiles tombent au hasard. Les vols à grande altitude, qui ne permettent pas de bombarder avec précision, présentent aussi un réel danger. Certains engins tels qu'aujourd'hui les bombes incendiaires et les obus à gaz, demain, peut-être, les avions sans équipage, produisent des effets aveugles qui menacent les habitants inoffensifs.

Il ne faut pas songer à faire disparaître complètement ces dangers. Sans doute, les aéronefs volant de jour, à faible altitude, peuvent éviter pratiquement les erreurs de tir. Mais les bombardements effectués dans ces conditions exposent les escadrilles aux attaques des appareils de chasse et au tir précis de la défense antiaérienne. Aucun belligérant ne consentirait à renoncer absolument aux raids de nuit ou aux vols à grande altitude, qui ne comportent pas les mêmes dangers.

L'interdiction d'engins nouveaux serait également inefficace. Pendant la guerre de 1914, on a vu apparaître les gaz asphyxiants, au mépris de la Déclaration de Saint-Pétersbourg et des Conventions de La Haye. Les armées vont, désormais, chercher dans les laboratoires de nouveaux moyens de destruction.

Il faut se contenter d'édicter un ensemble de précautions susceptibles d'éviter les erreurs et de cor-

riger l'imprécision du tir. Mais, on ne saurait les imposer aux aéronefs que dans la mesure où elles ne compromettent pas les résultats militaires que le bombardement permettrait d'obtenir.

Les conditions nouvelles de la guerre ont fait naître, pour les non-combattants, un autre danger beaucoup plus grave.

La Convention eut, pour la première fois, l'idée d'appeler toute la population au service de la Patrie en danger. Elle décréta : « Dès ce moment, jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, *tous les Français sont en réquisition permanente.* »

Le Gouvernement de Salut Public imposait à chacun des Français la tâche qui convenait à ses aptitudes : « *Les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances, les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux, les enfants mettront les vieux linges en charpie, les vieillards se feront porter sur les places publiques pour enflammer le courage des guerriers, exciter leur haine contre les rois et recommander l'unité de la République.* » (2)

L'immunité des non-combattants n'était pas compromise, parce que les populations de l'arrière se trouvaient à l'abri des canons.

Aujourd'hui, les non-combattants sont exposés aux bombardements aériens. Les aéronefs peuvent s'attaquer aux combattants et aux installations militaires. On considère aussi comme légitimes les raids dirigés contre des établissements, où des non-com-

(2) Décret du 23 août 1793.

battants travaillent dans l'intérêt de la défense nationale. Pourquoi ne viserait-on pas les ateliers à domicile, où s'exécutent, par exemple, des sacs à terre, des pièces d'habillement et d'équipement pour les armées ?

Des industries, qui ne sont pas liées à l'Administration par des marchés de fournitures, assurent le ravitaillement du pays et lui permettent de soutenir un effort prolongé. La production du blé et des denrées alimentaires est aussi nécessaire, en temps de guerre, que l'extraction de la houille, l'exploitation des voies ferrées, ou bien l'activité des entreprises métallurgiques.

Il faut admettre que la défense nationale exige le concours de toutes les forces économiques. Va-t-on permettre aux aéronefs d'affaiblir l'adversaire en essayant de les paralyser ? Il est clair que, dans ces conditions, les non-combattants ne sont plus protégés.

Sans doute, on peut limiter, dans une certaine mesure, la pratique du bombardement aérien. Des attaques sont simplement inhumaines et manifestement dépourvues de résultats. Elles restent interdites. Les aéronefs ne pourront bombarder des non-combattants que si la ruine de l'établissement où ils travaillent est susceptible d'avoir une influence sérieuse sur la force de résistance des armées. En dépit de cette restriction, il faut bien avouer que c'est une grande partie de la population active qu'il est désormais impossible de protéger.

On a fait observer, avec raison, que « dans la voie des limitations des moyens de nuire dans la guerre, les Etats ne sont jamais rigoureusement lo-

giques. C'est en cette matière surtout que l'on peut dire : le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. Les sauvages sont d'une logique plus sévère. Est-ce par des raisons de rigoureuse logique que l'on a prohibé l'emploi des obus répandant des gaz asphyxiants, celui des armes empoisonnées, celui des balles explosibles ? Il serait bien difficile de l'affirmer. » (3)

C'est pourquoi, on s'efforce encore, pour des raisons d'humanité, de restreindre le nombre des non-mobilisés contre lesquels les attaques aériennes sont légitimes. Mais, il est clair que la logique ne permet plus de conserver aux non-combattants l'immunité traditionnelle dont ils bénéficiaient. Les bombardements aériens rendent assurément la guerre beaucoup plus meurtrière que par le passé. Dans cette lutte sans pitié, on croit voir revivre les pratiques cruelles des époques barbares.

La guerre moderne constitue, plus exactement, un phénomène absolument nouveau. On a vu, au cours de l'Histoire, les campagnes interminables des troupes mercenaires. Puis, les armées nationales ont remplacé les hommes à la solde du souverain. Mais, jusqu'à présent, les opérations militaires ne causaient que des dommages relativement peu importants.

Un conflit armé entraîne, désormais, un bouleversement économique dans lequel sombrent également la fortune du vainqueur et celle des vaincus. Dans l'avenir, la puissance de destruction mise en œuvre par les bombardements aériens rendra complète la ruine des belligérants.

(3) A. ROLLIN. *Le régime juridique des aéronefs*, I.D.I., Annuaire 1911, p. 150.

Pourtant, on aurait tort de croire que les Etats renonceront à la guerre. La leçon du conflit de 1914 semble bien avoir été perdue. Les vieux pays ont conservé intacts leurs ambitions impérialistes. Et, de jeunes Etats sont animés par un nationalisme exaspéré. Jamais l'antagonisme des peuples n'a été plus sensible qu'au lendemain de la paix décevante qui termina la plus longue et la plus meurtrière des guerres dont l'Europe ait été le théâtre, dans les temps modernes.

Ce n'est pas l'horreur des bombardements aériens qui rendra impossible une lutte désormais désastreuse pour les peuples en conflit. Qu'il soit, néanmoins, permis de croire que les Etats disciplinés se soumettront un jour aux règles du Droit dans leurs querelles — dans un avenir lointain, qui est un lieu commode pour y placer nos rêves.

Vu :
Le Doyen :
H. BERTHÉLEMY.

Vu : Paris, 19 septembre 1923
Le Président de la Thèse :
L. ROLAND.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- DE BAR. — *Le régime juridique des aérostats en temps de guerre*. Annuaire de l'Institut de Droit international, 1911, p. 127.
- BARCLAY. — *Bombardments*. English Review. Mai 1915.
- BEERNAERT. — *La prohibition de la guerre des airs*. Revue de Droit international et de législation comparée. 2^e série, 1912, p. 569.
- BELLENGER. — *La guerre aérienne et le Droit international*. Thèse. Paris, 1912.
- BELLOT. — *The sovereignty of the Air*. International law notes, 1918, p. 133.
- CASTAGNERI. — *La navigation aérienne et la guerre*. Nuova antologia. 1^{er} mars 1906.
- CATELLANI. — *Il Diritto aereo*. 1911.
- DAVIS. — *The launching of projectiles from balloons*. 1908.
- DENIS DE TROBRIAND. — *Des moyens nouveaux de guerre et des principales objections qu'ils soulèvent en Droit international*. Thèse, Paris, 1909.
- ELLIS. — *Aerial land and aerial maritime warfare*, 1914.
- FAUCHILLE. — *Rapport à l'Institut de Droit international*, Bruxelles. Annuaire de l'Institut (1902), pp. 19-86.
— *Rapport et Nouveau rapport à l'Institut de Droit international sur le régime des aérostats en temps de guerre*. Madrid (1911), Annuaire de l'Institut, t. 24.
— *Le bombardement aérien*. Revue de Droit international public, t. 24, p. 56.
- FIGLIO. — *I egli aeronauti nei loro rapporti colle leggi e costumi di guerra*, 1912.
- GARCIA. — *Normas de derecho internacional en la guerra aerea*. Riv. de derecho y legislacion, t. 5, p. 25.
- GARNER. — *Aerial bombardment of undefended towns*, 1915.
- GEMMA. — *Nuovi appunti e discussioni de diritto bellico*, 1907.
- GROVALET. — *La navigation aérienne devant le Droit international*, 1912.
- DE LAPRADELLE. — *La guerre aérienne et le Droit*. Correspondant, 25 mai 1918.

- LEFUR. — *Des représailles.*
- LÉMONON. — *La deuxième Conférence de la Paix.*
- LE MOYNE. — *Le Droit futur de la guerre aérienne.* 1913.
- DE LITOLA. — *Liberta dell'aria e pirateria aerea,* 1917.
- MENDELSON-BARTHOLDY. — *Der Fliegerangriff auf Karlsruhe und das Völkerrecht.* Deutsche Juristen Zeitung, 1916, p. 766.
- MÉRIGNHAC et LÉMONON. — *Le Droit des gens et la guerre de 1914-1918.* 1921.
- MÉRIGNHAC. — *Le domaine aérien privé et public et les droits de l'Aviation en temps de paix et de guerre.* Rev. de Droit internat. public, t. 21, p. 205.
- MEYER. — *Die Luftschiffart in Kriegerrechtlicher Beleuchtung,* 1909.
- DE MONTMORENCY. — *The Control of air spaces.* Société Grotius, t. 3, p. 68.
- PHILIT. — *La guerre aérienne.* 1910
- PHILLIMORE. — *Bombardments.* Société Grotius, t. 1, p. 61.
- PICCIOTO. — *La guerre aérienne et le Droit international.* Journal de Droit international, 1915, p. 814.
- ROLLAND. — *La pratique de la guerre aérienne dans le conflit de 1914 et le Droit des gens.* Revue de Droit international public, t. 23, p. 497.
- ROLLIN. — *Le Droit moderne et la guerre,* 1920.
- SPAIGHT. — *Aircraft in War.* 1914.
- WINFIELD. — *Aircraft attacks.* The law magazine, t. 40, p. 257.
- X. — *Aircraft in war.* Quaterly Review, n° 220, p. 558 ; n° 225, p. 334.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I. — <i>Les faits et les problèmes qu'ils posent</i>	I
§ 1. Les faits	I
§ 2. Les problèmes qui se posent	7
CHAPITRE II. — <i>La situation avant la guerre de 1914..</i>	12
§ 1. La légitimité des bombardements aériens	12
§ 2. La première Conférence de la Paix	15
§ 3. La deuxième Conférence de la Paix	16
§ 4. Doctrines d'avant-guerre	20
§ 5. La situation en 1914	24
CHAPITRE III. — <i>Les bombardements aériens au cours des opérations terrestres ou maritimes</i>	30
§ 1. Origine et portée des règles applicables	30
§ 2. Principes des Conventions de La Haye en matière de bombardement	34
§ 3. Les règles applicables aux bombardements aériens	37
CHAPITRE IV. — <i>Les bombardements aériens à grande distance</i>	43
Théorie générale	43
CHAPITRE V. — <i>Les bombardements aériens à grande distance (suite)</i>	54
Difficultés et solutions pratiques	54
CHAPITRE VI. — <i>Les bombardements de représailles ..</i>	69
§ 1. La notion de représailles	69
§ 2. Les représailles et l'opinion	75
CHAPITRE VII. — <i>Les bombardements aériens pendant la guerre de 1914</i>	83
§ 1. Quelques exemples de bombardements irrégu- liers	83
§ 2. Les raisons invoquées	87
CONCLUSION	95
BIBLIOGRAPHIE	101

